

LA PRESSE

CENTRES DE DÉTENTION DE VÉRITABLES POUDRIÈRES

Surpopulation carcérale, multiplication d'événements violents: les gardiens réclament des renforts au gouvernement.

PAGES A8 ET A9

Sur cette photo inédite, un mur éventré de la prison de Hull, après l'émeute de février.



PIERRE FOGLIA EN IRAK

10 ANS PLUS TARD, LA HAINA

Une décennie après l'invasion du pays de Saddam Hussein par les États-Unis, le bilan n'est pas rose, constate notre chroniqueur. PAGES A2 ET A3

Une vague d'attentats anti-chiites a secoué l'Irak hier, faisant au moins 52 morts et 170 blessés.

PHOTO HADI MIZBAN, ASSOCIATED PRESS



EXCLUSIF

PIERRE LAPOINTE FULMINE CONTRE LE PLQ

Le parti a fait jouer la chanson *Je reviendrai* à son congrès au leadership. PAGE A5

PHOTO OLIVIER JEAN, ARCHIVES LA PRESSE

EXCLUSIF

FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE MÉCONTENT, OTTAWA SE TOURNE VERS LE PRIVÉ

PAGE A12

EXCLUSIF

HÔPITAL LOUIS-H. LAFONTAINE CÔUTEUSES MOISSISSURES

PAGE A17



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

SABRES 3 CANADIEN 2 (P) SUBBAN A PÉCHÉ...

SPORTS



LE RÊVE AMÉRICAIN DE DOLAN

ARTS

PHOTO CHRIS YOUNG, LA PRESSE CANADIENNE

coupe ROGERS 2-11 AOÛT 2013
présentée par BANQUE NATIONALE CoupeRogers.com

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
La commission Charbonneau est prolongée, ça va durer aussi longtemps que *Broue*.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



MA VISION VAUT \$

Nous savons que votre vision n'a pas de prix. Mais doit-elle nécessairement coûter cher?

Libérez-vous de vos lunettes et verres de contact à partir de 490 \$/œil*

Découvrez comment nous y arrivons sur lasikmd.com
Consultation gratuite : 1-877-768-9888

LASIK MD VISION

*Les prix peuvent changer sans préavis et varient selon la prescription. Correction personnalisée à 1750 \$ par œil. Applicable sur une intervention des deux yeux seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

IRAK 10 ANS PLUS TARD

La haine, la connerie, triste bilan



**PIERRE
FOGLIA**
CHRONIQUE

BAGDAD

L'école publique Al Kotha. Dans le New Bagdad, pas si «new» que ça. On est au cœur de Bagdad, tiens, la rue Saint-Hubert dans le bout de Beaubien. On est chez les chiïtes. Je suis dans une classe de petite fille d'une dizaine d'années, ce n'est pas un hasard, bonjour, mesdemoiselles, quel âge avez-vous?

Trente petites mains se lèvent, j'ai 10 ans! Moi aussi! Moi aussi!

Toi, avec des nattes, tu l'appelles comment?

Salina, j'ai 10 ans.

Toutes en uniforme. Chemisier blanc sous une longue robe bleue qui tombe sur des leggings, les mêmes que chez nous. Vous avez toutes 10 ans alors? Ça me fait penser à un truc...

C'est Ziad qui traduit. C'est mon fixer, un peu mon ami aussi, le même que celui de mon dernier voyage en Irak.

Ça me fait penser à un truc, mesdemoiselles, après-demain sera une journée spéciale pour l'Irak, qui peut me dire spéciale en quoi? Six ou sept mains se lèvent.

Oui, Salina?

C'est la fête des Mères?

Non, Salina. Et toi? Ton nom? Zainad? Alors Zainad, cet événement spécial?

L'arrivée du printemps?

Non, Zainad. Pas l'arrivée du printemps. J'ai eu aussi le jour de la Terre, le jour des arbres et la petite Mariam, celle-là sans doute chrétienne, m'a dit le jour des œufs?

Eh non, Mariam, pas le jour des œufs.

Demain, les enfants, demain, tadam! c'est l'anniversaire de l'invasion de l'Irak par les troupes américaines (et un peu les troupes anglaises).

La directrice fulminait. On ne parle pas de ces choses-là à l'école en Irak. Le mot américain est banni, pas pour ce qu'il désigne, mais pour les disputes qu'il suscite, on ne dit pas non plus chiïte, sunnite pour les mêmes raisons. L'école irakienne se veut un cocon fermé aux bruits de la rue, aux explosions, c'est pas une mauvaise idée, mais ça marche pas vraiment.

Bref, les Américains promettaient à ces gamines, qui sont nées quand ils sont arrivés, la démocratie. Entre autres. Et ce qui vient avec.

Résultat, 10 ans plus tard?

Aujourd'hui, le mardi 19 mars 2013: 50 morts, deux cents blessés. Cela a commencé à sauter à 8 h ce matin dans tout le Bagdad chiïte. Cinquante morts, c'est le chiffre officiel, sûrement le double, les autorités cherchant toujours à minimiser leurs pertes. Cinquante morts, 200 blessés, juste pour ce mardi dans une vingtaine d'attentats à la voiture piégée, dont deux placées où, pensez-vous? Placées devant une école. Non pas celle des petites filles. Mais pas loin. La pire journée depuis six mois à Bagdad.

■■■

Il se trouve que je connais un des blessés. Je lui ai parlé lundi. Ziad, mon fixer, vient de m'appeler: tu sais, les travailleurs qu'on a rencontrés près de chez moi sur New Bagdad Street? Tu sais, ces types qui attendent dans la rue qu'on vienne les chercher pour des jobs, ces types avec des brosses au bout d'une longue tige pour déboucher les tuyaux? Tu te souviens de celui qui t'a dit que ça faisait plusieurs jours qu'il n'avait pas eu de job, qu'il n'osait pas rentrer à la maison les poches vides, trois enfants, rien à bouffer... Tu m'as dit on lui donne quelque chose? Tu te

souviens? Lui. Je viens de le retirer des décombres d'une explosion à la voiture piégée...

Mort?

Blessé à l'épaule, pas trop gravement.

Je prends un taxi et j'arrive?

Tu ne passeras pas, toute la ville est bloquée, ça a sauté à Sadr City, à Kazimyah, à Karrada...

Ziad déjeunait dans son petit café préféré, en bas de chez lui, quand la première voiture a sauté 200 mètres plus loin. Elle a explosé vers l'heure de la rentrée des classes, tuant neuf petits garçons de 6 à 12 ans. Les gens se sont précipités pour porter secours, évidemment, boum, la deuxième voiture a explosé juste avant que Ziad arrive sur les lieux. Pour ce seul attentat, une vingtaine de morts, et des blessés.

Le résultat 10 ans plus tard, c'est exactement ça.

Les morts. La haine. Tuer des enfants exprès parce qu'ils sont

Je pose cette question idiote depuis que je suis arrivé à Bagdad. Vous souvenez-vous de ce que vous faisiez le 20 mars 2003?

chiïtes. Signé Al-Qaïda. Ou l'ISI pour État islamique d'Irak, une création d'Al-Qaïda. Tuer le plus de chiïtes possible pour déstabiliser le gouvernement du chiïte Nouri al-Maliki. Opération réussie: le gouvernement a annoncé le report des élections régionales prévues le 20 avril pour cause d'insécurité.

Il y a 10 ans aujourd'hui, quand les Américains ont envahi l'Irak, y'avait pas l'ombre d'Al-Qaïda en Irak. Pas plus d'Al-Qaïda que d'armes de destruction massive.

■■■

Je pose cette question idiote depuis que je suis arrivé à Bagdad. Vous souvenez-vous de ce que vous faisiez le 20 mars 2003? Adil, Saab, Hussan Kadim n'en ont aucune idée. Et aucune idée non plus pourquoi je leur demandais ça.

Le 20 mars 2003, les Américains ont envahi votre pays, espèces de nonos. Pensez pas que c'est une bonne occasion de faire le bilan?

Cinquante morts aujourd'hui, c'est pas assez clair comme bilan? m'a demandé Adil qui est électricien.

Et 4500 morts en 2012 seulement, c'est plus que les Américains en 10 ans. Et 120 000 civils irakiens tués en 10 ans. C'est trop court, comme bilan?

Ce que je faisais le 20 mars 2003? T'es pas sérieux! Au moins, demande-moi ce que je faisais le 9 avril 2003, m'a dit Bassem, c'est le 9 avril que les Américains ont pris Bagdad. C'est le 9 avril que je les ai vus pour la première fois.

Ça a été une très bonne journée pour les chauffeurs de taxi, d'ailleurs. Tout le monde se sauvait, tout le monde voulait aller au terminus d'autobus où il n'y avait plus

d'autobus, j'avais beau leur dire, ils voulaient y aller pareil...

Mais toi, Bassem, tu ne te sauvais pas?

Avec neuf enfants et deux épouses, tu te sauves pas vite. (Petite note en passant, il a aujourd'hui 12 enfants et 3 épouses, Bassem est mon chauffeur à Bagdad.)

Revenons au 9 avril, restait-il des soldats irakiens pour défendre la ville?

Mais oui, plein, se souvient Bassem. Des barrages. Des patrouilles. Des unités spéciales de combat le visage barbouillé. Et puis, tout d'un coup, un peu avant midi, plus personne! Tout d'un coup, plus un seul soldat irakien dans les rues de Bagdad. Volatilisés! Comme s'ils s'étaient tous donné le mot: à 11 h 37, on déserte! Le troc de l'heure était: donne-moi des habits civils, je te donne mon arme. Ce jour-là, plusieurs Bagdadis sont rentrés à la maison en caleçon, une kalachnikov à main.

Au début de l'après-midi, un client m'a mis la main sur l'épaule, il m'a dit regarde derrière, on roulait dans une petite rue parallèle à un grand boulevard: ils étaient là! Les Américains! Sur le boulevard. Des chars d'assaut, des jeeps, des antennes, des casques qui dépassaient des tourelles.

En plus du taxi, je tenais un petit commerce dans une cabane en tôle avec deux réfrigérateurs, je vendais du Coca-Cola, du 7 Up, des cigarettes, j'y étais deux ou trois jours plus tard, cinq Américains sont arrivés, m'ont demandé 5 Coca, m'ont payé. Parmi eux, il y en avait un qui parlait arabe, probablement d'origine égyptienne, on a échangé quelques mots, as-tu des enfants, ceci, cela.

Une semaine après, Bagdad a commencé à manquer d'essence et j'ai eu le culot d'aller leur en demander à l'école où ils avaient leurs quartiers, m'ont dit O.K., mais tu vas aller faire des courses pour nous. Je suis allé leur acheter des tomates et des patates.

■■■

Et toi, Salim, le 9 avril 2003?

Moi, j'ai marché. Je suis parti d'un petit village près de Babylone où ma famille s'était réfugiée pour retourner à Bagdad, 120 kilomètres par des petites routes... Les premiers Américains que j'ai rencontrés m'ont jeté à terre, m'ont demandé où j'avais caché mon arme.

Je ne suis pas un déserteur.

T'as pourtant l'âge d'être militaire... C'est un Noir qui faisait la traduction en arabe. Il m'a dit tu trembles de peur. Je lui ai dit non, je tremble de faim. Ils m'ont donné à manger. M'ont dit c'est du porc, ça te dérange? J'ai dit oui, ça me dérange. M'ont donné du bœuf.

Je suis reparti. À mi-chemin, je suis tombé sur une autre patrouille américaine qui venait de ramasser un blessé par balle. Un déserteur, celui-là, il saignait sur le côté, s'était fait un tampon avec son t-shirt. Eux aussi m'ont jeté à terre. J'étais sûr de me retrouver dans un camp de prisonniers. M'ont donné de l'eau puis m'ont chassé. Comme je restais planté là, y'en a un qui a dit quelque chose, j'ai compris taxi, sûrement: tu veux qu'on t'appelle un taxi? Les autres ont ri. Sont montés dans un camion, m'on fait signer de les rejoindre, m'ont laissé dans Bagdad.

Quand je suis arrivé chez nous, des voleurs étaient en train de vider la maison. C'est une belle histoire, non? Des Américains m'ont donné à manger, à boire, m'ont reconduit à deux pas de chez moi où des Irakiens étaient en train de me voler tout rond.

Je me suis dit que les Américains étaient gentils.

Après, j'ai découvert qu'ils étaient très cons. J'ai découvert aussi que la connerie tue.



QUELQUES CHIFFRES

823,2 milliards 

L'invasion des troupes de la coalition en Irak aura coûté cher. Même après le retrait définitif de l'armée américaine en décembre 2011, Washington a continué à financer certaines opérations. Depuis l'invasion de Bagdad, la guerre a coûté 823,2 milliards de dollars au Trésor américain.

670 000 

L'armée irakienne prend des forces. En 2003, lors de l'invasion, les troupes de Saddam Hussein ne comptaient que 99 600 hommes. Aujourd'hui, ils sont plus de 670 000 au sein de l'armée.

722 millions 

La part du budget irakien consacrée à l'importation d'armes a sensiblement augmenté depuis la chute du régime de Saddam Hussein. En 2004, un an après l'invasion américaine, le pays y consacrait 72 millions de dollars, contrairement à 722 millions en 2011.

59% 

La situation économique de l'Irak est toujours précaire. Il demeure très difficile, 10 ans après la chute du régime de Saddam Hussein, de trouver un emploi. Aujourd'hui encore, 59% des Irakiens ne sont pas actifs économiquement. Un défi de taille pour un pays qui tente de se relancer.

78,2% 

Si les Irakiens peinent à relancer leur économie, ce n'est pas faute d'être instruits. Au pays, 78,2% des adultes savent lire. Un taux à faire pâlir de honte le Québec, où près de la moitié de la population éprouve de graves difficultés en lecture.

1,33 million 

Lorsque l'armée américaine a envahi l'Irak, en 2003, plusieurs citoyens ont fui leur ville, de peur d'être la prochaine victime des attaques de l'armée de Saddam Hussein ou des forces de la coalition. Aujourd'hui encore, il y aurait 1,33 million de personnes déplacées dans le pays.

IRAK 10 ANS PLUS TARD



Il y a 10 ans aujourd'hui, des marines américains participaient à des exercices militaires au Koweït, à la veille de l'invasion de l'Irak.

PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE



91%

L'accès à de l'eau potable, ressource essentielle, n'est pas acquis à tous les Irakiens. Depuis l'invasion américaine, la situation s'est même détériorée. En 2001, 94% des citoyens en Irak avait un accès à de l'eau, contre seulement 91% en 2010.



69

L'accès à des médecins qualifiés n'est toujours pas assuré dans toutes les régions du pays. En Irak, on estime qu'il existe en moyenne 69 médecins par tranche de 100 000 habitants. Cela veut dire que chaque médecin devrait avoir à sa charge près de 1500 patients. Une tâche colossale, malheureusement impossible à accomplir.



109 032

Le groupe militant dirigé par l'Australien Julian Assange a rendu publics des documents secrets, ce qui a levé le voile sur la période 2004-2009 de l'occupation américaine en Irak. Pendant cette période, 109 032 Irakiens seraient morts, dont plus de 93% sont des civils.

— HUGO PILON-LAROSE



Fuyant devant un convoi de marines américains, des soldats irakiens ont mis le feu à des puits de pétrole dans les premiers jours de l'invasion de l'Irak.

PHOTO ODD ANDERSON, ARCHIVES AFP

Plus de 50 morts dans des attentats

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Au moins 52 personnes ont été tuées hier lors d'une nouvelle série d'attentats visant la communauté chiite d'Irak, à la veille du dixième anniversaire de l'invasion du pays.

La situation hautement instable a poussé le gouvernement à reporter de « six mois au maximum » dans deux provinces majoritairement sunnites les élections provinciales prévues le 20 avril.

Ninive et Anbar sont le théâtre depuis fin décembre de manifestations qui réunissent chaque vendredi plusieurs milliers de sunnites, furieux de la « marginalisation » dont ils s'estiment victimes de la part du gouvernement du chiite Nouri al-Maliki.

En outre, le bloc du puissant cleric chiite Moqtada Sadr a annoncé que ses cinq ministres suspendaient leur participation au Conseil des ministres, accentuant encore un peu plus la crise politique.

Au total, 20 voitures piégées, un attentat commis à l'aide d'un engin improvisé et plusieurs assassinats ciblés ont ensanglanté le pays.

Les attaques d'hier, pour la plupart perpétrées au moyen de voitures piégées, ont blessé plus de 170 personnes. Il s'agit de la journée la plus sanglante depuis le 9 septembre dernier, où 76 personnes avaient péri lors de violences.

Dès que les détonations ont résonné dans la capitale, la police et l'armée, dont les barrages sont érigés un peu partout dans Bagdad, ont renforcé leurs contrôles, selon un journaliste de l'AFP.

Au total, 20 voitures piégées, un attentat commis à l'aide d'un engin improvisé et plusieurs assassinats ciblés ont ensanglanté le pays.

Les quartiers de Sadr City, Machtal, Zafraniya, Bagdad Jadida, Kazimiya, Chouala,

Saïdiya et Mansour, mais aussi la ville d'Iskandariya, à 50 km au sud de la capitale, ont été touchés.

À en croire les autorités, le bilan aurait pu être bien pire. Les forces de sécurité ont assuré avoir arrêté dans la journée 26 activistes équipés de dizaines d'engins explosifs qu'ils compaient faire exploser dans Bagdad.

Cette vague d'attentats n'a pas été revendiquée, mais les groupes insurgés sunnites, dont Al-Qaïda en Irak, s'en prennent régulièrement à la communauté chiite, à la police et à l'armée.

Selon un nouveau rapport publié par l'ONG Iraq Body Count, établie en Grande-Bretagne, au moins 112 000 civils ont été tués depuis le début de l'invasion, le 20 mars 2003.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6
Astrologie du jour	VOYAGE 8
Bourses	AFFAIRES 14
Débats	A 24 à 26
Décès	VOYAGE 6 à 8
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 20
Monde	A 20 à 23
Petites annonces	VOYAGE 5
	AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4
CV	AFFAIRES 7

Météo

Nuageux avec quelques flocons, vents légers, maximum 0, minimum -3. VOYAGE 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca



DÉCOUVRIR

COMPLÈTEMENT NOUVEAU. TOTALEMENT NISSAN.

VOICI NOTRE TOUTE NOUVELLE GAMME PLUS ÉCONOME D'ESSENCE QUE JAMAIS.



Sentra 1.8 SL illustrée

Berline Altima 3.5 SL illustrée

Pathfinder Édition Platinum illustré

SENTRA 2013

- Meilleure consommation combinée de sa catégorie² • Informez-vous sur notre programme « Premier achat »

LOUEZ À PARTIR DE

168\$¹ / 36 MOIS

AVEC 0\$ EN COMPTANT INITIAL

PATHFINDER 2013

- Meilleure consommation combinée de sa catégorie³ • Habitacle à 7 places le plus spacieux de la catégorie⁴

LOUEZ À PARTIR DE

398\$¹ / 60 MOIS

AVEC 1 450\$ EN COMPTANT INITIAL

BERLINE ALTIMA 2013

- Meilleure consommation sur route de sa catégorie² • Meilleur choix sécuritaire de IIHS⁵

LOUEZ À PARTIR DE

288\$¹ / 60 MOIS

AVEC 0\$ EN COMPTANT INITIAL

OU PROFITEZ DE **0%** DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À **84 MOIS** SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS*

ROGUE S 2013

- Traction intégrale intuitive livrable
- Le seul multisegment offrant un écran de visualisation du périmètre livrable⁶

FINANCEMENT À L'ACHAT

138\$^{*} AUX 2 SEM.

AVEC 650\$ EN COMPTANT INITIAL
PRIX À L'ACHAT DE 25 843\$***

0%
SUR 84 MOIS



Rogue SL à traction intégrale illustré

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN OU CONSULTEZ NISSAN.CA^{▲▲}

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec



Le programme « Complètement nouveau, Totalement Nissan. » est en vigueur du 1er mars au 1er avril 2013. Les offres de financement et de location sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour une durée limitée, sont sujettes à l'approbation de crédit et sont exclusives. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélevaison, la taxe sur le climatiseur (si applicable), la taxe écologique sur les pneus neufs, les rabais du fabricant et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants et pouvant faire l'objet de changements ou modifications sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. 1) Les offres de location sur 36/60/60 mois sont applicables aux modèles neufs suivants : Sentra 1.8 S 2013 (C4LG53 AA00), avec boîte manuelle/Pathfinder S 4x2 2013 (SCSG73 AA00), avec boîte automatique/berline Altima 2.5 2013 (T4LG13 AA00), avec boîte CVT. Mensualités de 168 \$/398 \$/288 \$ pour un terme de 36/60/60 mois avec 0 \$/1 450 \$/0 \$ en comptant initial ou échange équivalent et incluant 150 \$ en contribution des concessionnaires du Québec pour la berline Altima 2.5 2013 et 1 775 \$ de remise à la location pour la Sentra 1.8 S 2013. L'obligation totale de location est de 6 043 \$/25 332 \$/17 304 \$. Basé sur une allocation de 20 000 km par année avec 0,10 \$/km supplémentaire. 2) Source pour la berline Altima 2013/la Sentra 2013 : Par rapport à la consommation de carburant des berlines intermédiaires/compactes 2013 concurrentes avec moteur à combustion interne, selon les données publiées par Autodata en date du 13 décembre 2012. Véhicules hybrides et diesels exclus. Les cotes de consommation de carburant (L/100 km) sont calculées en fonction de conditions de conduite optimales, de la consommation moyenne de carburant sur route et de la capacité du réservoir à essence du véhicule, selon Nissan Motor Co. Ltd. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des groupes motopropulseurs, des habitudes de conduite et d'autres facteurs - à utiliser à des fins de comparaison seulement. Berline Altima 2013 : moteur de 2,5 L (5,0L/100 km sur route | 7,4L/100 km en ville), moteur de 3,5 L (6,4L/100 km sur route | 9,3L/100 km en ville). Sentra 2013 : transmission CVT (4,9 L/100 KM sur route | 6,6 L/100 KM en ville | 5,8 L/100 KM combinée), transmission manuelle (5,5 L/100 KM sur route | 7,5 L/100 KM en ville | 6,6 L/100 KM combinée). 3) Catégorie des gros multisegments/véhicules utilitaires selon Ward's. Pathfinder 2013 versus la compétition 2012/2013. La consommation de carburant estimative pour le Pathfinder à traction avant 2013 avec boîte CVT est de 10,5 L/100 km en ville / 7,7 L/100 km sur route / 9,3 L/100 km combinée. Selon les données établies par le Guide de consommation de carburant de l'ÉnerGuide 2012, publié par Ressources Naturelles Canada. Essais approuvés par le Gouvernement du Canada. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des groupes motopropulseurs, des habitudes de conduite et d'autres facteurs. 4) Catégorie des gros multisegments/véhicules utilitaires selon Ward's. Pathfinder 2013 versus la compétition de gros multisegments/utilitaires 2012. Ce dispositif est une aide au stationnement. Il ne peut éliminer entièrement les angles morts ni vous avertir de la présence d'objets en mouvement. Il se peut qu'il ne détecte pas tous les objets. Regardez toujours autour de vous avant de déplacer votre véhicule. Le dispositif ne remplace pas les bonnes méthodes pour faire marche arrière. Retournez-vous toujours afin de vous assurer que vous pouvez reculer en toute sécurité. * L'offre de 0 % de financement à l'achat pour un terme de 84 mois est applicable à l'achat d'un Rogue S à traction avant 2013 (W6RG13 AA00), avec boîte CVT neuf. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 25 843 \$ à un taux de crédit de 0 % pour un terme de 84 mois. Bi-mensualités de 138 \$ avec 650 \$ en comptant initial ou échange équivalent. L'offre est basée sur 182 bi-mensualités et inclue des frais de crédit de 0 \$ pour une obligation totale de 25 843 \$. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre. Certaines conditions s'appliquent. ** Prix à l'achat de 25 843 \$ pour le Rogue S à traction avant 2013 (W6RG13 AA00), avec boîte CVT neuf / 36 263 \$ pour le Rogue SL à traction intégrale 2013 (Y6TG13 AA00), avec boîte CVT neuf tel qu'illustré. ▲▲ Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

« Grave erreur morale » du PLQ

Pierre Lapointe dénonce l'utilisation d'une de ses chansons au congrès à la direction du parti

ANNABELLE BLAIS

Pierre Lapointe ne digère pas que le Parti libéral du Québec (PLQ) ait fait jouer sa chanson *Je reviendrai* à l'Auditorium de Verdun lors du congrès à la direction qui a couronné Philippe Couillard, dimanche dernier.

Selon l'artiste, sa chanson a été utilisée comme « hymne patriotique afin de galvaniser le moral des troupes libérales », peut-on lire dans une lettre ouverte envoyée à *La Presse*.

« On a fait jouer des dizaines de chansons d'ambiance durant l'événement, car il y avait de longs moments pendant la période de votation », a expliqué à *La Presse* Michel Rochette, directeur des communications du PLQ.

Mais l'artiste aurait apprécié que le parti ait la courtoisie

Des chansons canadiennes et américaines ont été entendues dimanche, dont des titres de Rihanna, des Black Eyed Peas et de Mes Aïeux (*Dégénération*). Il n'a pas été possible de joindre le groupe québécois pour connaître son avis, hier soir. Le PLQ confirme qu'il n'a contacté aucun de ces artistes pour obtenir leur permission.

Pierre Lapointe, lui, refuse d'être associé de près ou de loin à un parti politique. Mais il reconnaît que le fait qu'il s'agisse du PLQ est la goutte de trop.

Le chanteur a encore un certain « printemps érable » en travers la gorge, particulièrement les propos de Christine St-Pierre. En juin 2012, l'ancienne ministre libérale a associé le carré rouge à la violence, après que le conteur



PHOTO OLIVIER JEAN, ARCHIVES LA PRESSE

« De voir que vous [le PLQ] vous appropriiez une de mes chansons, sans même avoir la cohérence d'esprit de vous souvenir que vous avez utilisé mon nom, pour salir l'image de tous les artistes qui portaient le carré rouge, me dégoûte. » — Pierre Lapointe

de lui demander son autorisation au préalable — qu'il aurait refusé d'accorder, du reste.

« De se l'approprier pour vendre une idéologie, de s'en servir comme d'un souffle politiquement chargé sans demander au propriétaire de ladite chanson sa permission, est une grave erreur morale et un manque de respect flagrant. C'est un manque honteux d'éthique », écrit-il.

Fred Pellerin a refusé d'être nommé chevalier de l'Ordre national du Québec en raison de la crise. Plusieurs acteurs du milieu culturel, dont Pierre Lapointe, avaient alors demandé — et obtenu — des excuses de la ministre.

« Vous souvenez-vous du méchant carré rouge? Des méchants artistes qui portaient fièrement la couleur rouge, la couleur du démon,

Pierre Lapointe estime que sa chanson *Je reviendrai* a été utilisée comme « hymne patriotique afin de galvaniser le moral des troupes libérales ».

du sang et de l'anarchie? [...] Aujourd'hui, de voir que vous vous appropriiez une de mes chansons, sans même avoir la cohérence d'esprit de vous souvenir que vous avez utilisé mon nom, pour salir l'image de tous les artistes qui portaient le carré rouge, me dégoûte. Dois-je en comprendre qu'on peut utiliser les artistes là où ils sont profitables, le temps d'un court instant, pour ensuite les jeter? »

M. Rochette précise que la chanson n'a pas été utilisée à répétition dans plusieurs événements du parti. « S'il interdit le droit aux libéraux d'écouter ses chansons,

j'imagine qu'il doit l'interdire à d'autres organismes qu'il n'aime pas? »

La question n'est pas là, juge le chanteur, qui reçoit régulièrement des demandes pour l'utilisation de ses chansons — des écoles primaires jusqu'aux obscures chorales du fin fond de la Corse.

« Les libéraux ont le droit d'écouter mes chansons, tout le monde comprend la différence! répond Lapointe, en entrevue avec *La Presse*. Mais quand t'es un parti politique, tu dois prendre conscience que tu véhicules un message. Ayez la décence de le reconnaître et demandez la permission à l'artiste. »

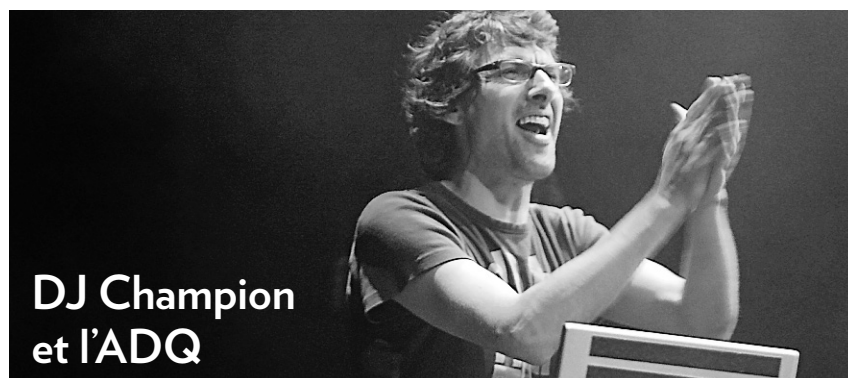
Quant au titre *Je reviendrai*, Michel Rochette n'y voit aucun clin d'œil à un éventuel retour du PLQ au pouvoir. « On a fait jouer des chansons pour le rythme. [...] Je ne me souviens pas d'une philosophie ou d'une réflexion très poussée sur le choix des chansons », a-t-il ajouté. On a juste pris de belles chansons. »

LAPRESSE.CA

LETTRE OUVERTE

Lisez la lettre intégrale de Pierre Lapointe au www.lapresse.ca/lapointe

D'autres chansons utilisées sans consentement



DJ Champion et l'ADQ

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Pour la campagne de 2007, l'Action démocratique du Québec (ADQ) termine les discours de son chef, Mario Dumont, dans les assemblées partisanes sur de la musique de DJ Champion. Après plusieurs avertissements et une sortie dans les médias par le principal intéressé, l'ADQ promet de cesser d'utiliser ses chansons.

Bruce Springsteen et les républicains

En 1984, Ronald Reagan fait de *Born in the U.S.A.*, de Bruce Springsteen, sa chanson de campagne présidentielle. L'artiste, qui n'avait pas appuyé le républicain Reagan, était furieux que sa chanson à propos d'un vétéran du Vietnam et de l'économie précaire ait été dénaturée pour en faire un hymne patriotique.

Survivor et Newt Gingrich

Depuis 2009, le républicain Newt Gingrich réchauffait son parterre avec l'air bien connu du film *Rocky III*, *Eye of the Tiger*, du groupe Survivor. En janvier 2012, en pleine campagne pour les primaires des républicains, le groupe perd patience et poursuit le candidat. Les deux partis concluent une entente à l'amiable.

MGMT et l'UMP

En France, le parti du président Nicolas Sarkozy, l'UMP, joue la pièce *Kids* du groupe new-yorkais MGMT lors de deux assemblées qui sont filmées et diffusées sur Dailymotion. L'UMP finit par se reconnaître coupable de contrefaçon et verse 30 000 euros (40 000 \$ canadiens) en dommages et intérêts.

COMMENCEZ LE MÉNAGE DU PRINTEMPS PAR VOTRE ENTRÉE.

Faites de la place pour un incroyable taux de financement et à la location sur la BMW 528i et le X5 équipés de la Traction Intégrale xDrive[™].

Pour un temps limité, repartez avec la BMW 528i 2013 pour seulement 699 \$ par mois ou avec le X5 35i 2013 pour 849 \$ par mois. Tous deux sont équipés de la Traction Intégrale xDrive et disponibles à seulement 1,9 % pour 48 mois. Mais dépêchez-vous, cette offre prend fin le 1^{er} avril. Visitez votre concessionnaire BMW pour les détails dès aujourd'hui.

ESSAYEZ-LES! 1-855-BMW-6782
testbmw.ca

L'ÉVÉNEMENT PLAISIR PRINTANIER

528i xDrive - 2013	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION
	59 612 \$**	699 \$* MONTANT D'À LA LIVRAISON 4 223 \$ ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ 602 \$

Entretien régulier sans frais - 4 ans ou 80 000 km*

TAUX DE FINANCEMENT ET À LA LOCATION
1,9 %* JUSQU'À 48 MOIS

X535i xDrive - 2013	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION
	64 512 \$**	849 \$* MONTANT D'À LA LIVRAISON 4 311 \$ ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ 959 \$

JUSQU'AU 1^{ER} AVRIL.



BMW 528i xDrive 2013 illustrée.



BMW X5 xDrive 35i 2013 illustrée.

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut.
Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwestisland.com

Modèles européens illustrés. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 59 612 \$/64 512 \$, ce qui inclut le PDSF (56 900 \$/61 800 \$), le transport et l'inspection de pré-livraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux de financement et à la location offerts par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 528i xDrive 2013/BMW X5 xDrive 35i 2013. Par exemple, pour 40 000 \$, à un taux de financement de 1,9 % sur 48 versements mensuels égaux de 866 \$, le coût d'emprunt est de 1 570,89 \$ et l'obligation totale est de 41 170,89 \$ (taxes en sus). Offre à la location : 56 900 \$/61 800 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 1,9 %, avec un acompte de 825 \$/750 \$, pour des mensualités de 699 \$/849 \$. Un montant de 5 025 \$/5 270 \$ est exigé à la signature du contrat de location, ce qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de pré-livraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 25 605 \$/23 484 \$. L'obligation locative totale est de 37 116,23 \$/44 223,55 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,25 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 1^{er} avril 2013. †Les véhicules BMW 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2013 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

COMMISSION CHARBONNEAU

Plus de 70 % des contrats du MTQ attribués à six firmes de génie-conseil

1,35 milliard en contrats sur 15 ans

BRUNO BISSON

Les six plus importantes firmes de génie-conseil ont obtenu un peu plus de 1,35 milliard en contrats du ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la conception de plans et devis et la surveillance de chantiers réalisés sur le réseau routier provincial, depuis 1997. Cette somme représente 71 % de la valeur de tous les contrats de ce type, attribués par le MTQ, sur une période de 15 ans.

Selon les données publiées la semaine dernière par la commission Charbonneau, la concentration des mandats aux mains de ces six firmes d'ingénierie (Genivar, Cima+, SNC-Lavalin, Dessau, BPR et Roche) s'est accrue progressivement, au cours des années 2000, à mesure qu'augmentaient les budgets annuels consacrés à la réfection routière.

En 1997-1998, les contrats obtenus par le *Big Six* ne représentaient pas 30 % des mandats de conception et de surveillance attribués par le MTQ. Six ans plus tard, en 2003-2004, c'était l'inverse: ces six firmes se partageaient plus de 70 % de la valeur des contrats du MTQ.

En 2011-2012, la somme des mandats obtenus par ces six firmes représentait 83 % de la valeur des contrats de conception et de surveillance du MTQ.

Ces données ont été rendues publiques au moment où l'enquête publique a abordé les questions relatives au financement des partis politiques provinciaux, érigé en système par plusieurs de ces firmes, au cours de la même période.

La semaine dernière, les vice-présidents des firmes de génie-conseil Genivar et SNC-Lavalin, François Perreault et Yves Cadotte, ont tour à tour affirmé que leur entreprise a remboursé des contributions politiques que versaient des dizaines de cadres, au bénéfice du Parti libéral du Québec (PLQ) et du Parti québécois (PQ).

Entre 1998 et 2010, les employés de Genivar ont versé une somme de près de 500 000\$ en contributions politiques, dont 80 % à la faveur du PLQ. Les dons provenant des employés de SNC-Lavalin ont atteint plus de 1 million, pour la même période, mais ont été partagés presque également entre les deux formations politiques.

Les deux témoins ont assuré l'un après l'autre que ces dons politiques n'étaient pas versés en échange d'un ou de plusieurs contrats en particulier, qu'ils proviennent du MTQ ou d'ailleurs.

Concentration ou collusion ?

Hier, devant la commission Charbonneau, le président de la firme d'ingénierie BPR, Pierre Lavallée, a tenu les mêmes propos, à cette différence près que les contributions versées par des associés de la firme ne leur étaient pas remboursées.

Selon lui, c'est son prédécesseur à la présidence de BPR, Paul Lafleur, qui négociait avec des représentants des partis le montant annuel des contributions attendues, estimé à entre 30 000\$ et 50 000\$.

« On ne voyait pas de relation directe avec des contrats, mais on se disait que, si on ne contribuait pas, ça pourrait avoir une influence négative », a dit M. Lavallée, en insistant sur le fait que les demandes de financement étaient faites par les partis provinciaux eux-mêmes, et non par BPR.

En contre-interrogatoire, les avocats du PQ et du PLQ ont tenu à faire préciser à M. Lavallée qu'à aucun moment, un élu ou un représentant de leur formation respective n'a fait de promesses relatives à des contrats gouvernementaux en échange des contributions.

Chez BPR, des contributions de 564 490\$ ont été versées au Parti libéral, au Parti québécois et à l'ancienne Action démocratique du Québec (ADQ), entre 1998 et 2010. Les contributions les plus importantes ont été versées aux libéraux entre 2004 et 2008.

L'avocate du PQ, M^e Estelle Tremblay, a fait remarquer au témoin qu'entre 2004 et 2008, lorsque le Parti libéral était au pouvoir, BPR a triplé sa part de marché dans les contrats du MTQ, en progressant d'environ 3 %, sous le gouvernement du Parti québécois de 1997 à 2003, à plus de 9 % entre 2003 et 2012.

« Est-ce que cette augmentation des parts de marché est due à de la collusion? », a-t-elle demandé à M. Lavallée.

« Non », a fermement répondu le président de BPR.

RÉPARTITION DES CONTRATS ATTRIBUÉS PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

8516 contrats de 1997 à 2012, d'une valeur de 1912 millions

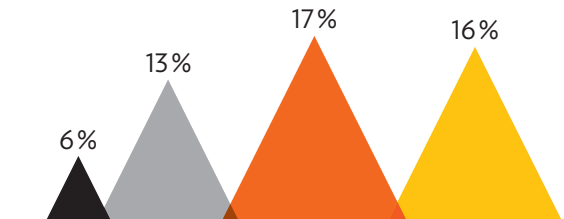
● 1997-1998 ● 2003-2004 ● 2007-2008 ● 2011-2012

GENIVAR

PART DE MARCHÉ: 16%

1457 contrats - 311,2 millions

Évolution des parts de marché

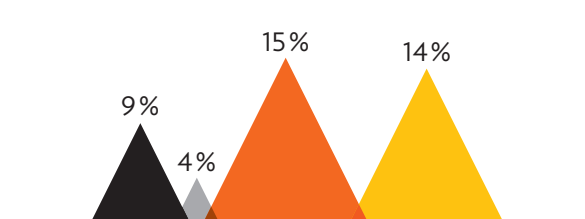


CIMA+

PART DE MARCHÉ: 14%

1063 contrats - 263,6 millions

Évolution des parts de marché

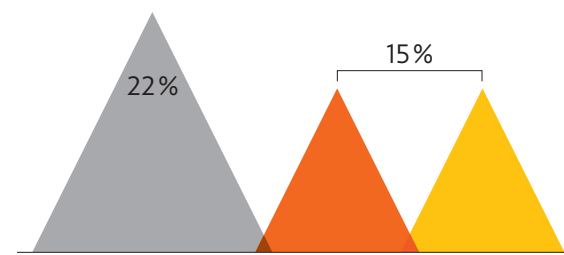


SNC-LAVALIN

PART DE MARCHÉ: 13%

550 contrats - 247 millions

Évolution des parts de marché

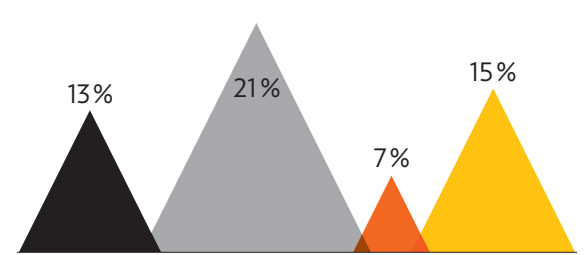


DESSAU

PART DE MARCHÉ: 12%

967 contrats - 232,4 millions

Évolution des parts de marché

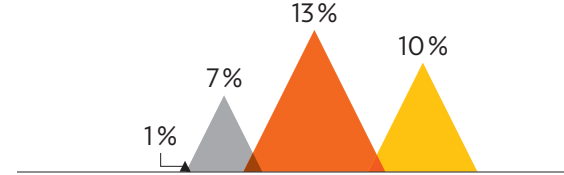


BPR

PART DE MARCHÉ: 8%

876 contrats - 158,1 millions

Évolution des parts de marché

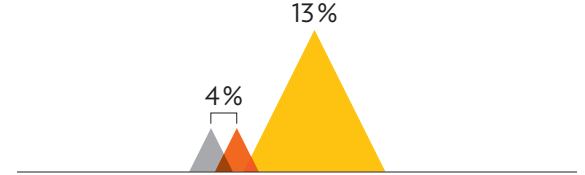


ROCHE

PART DE MARCHÉ: 8%

578 contrats - 143,7 millions

Évolution des parts de marché

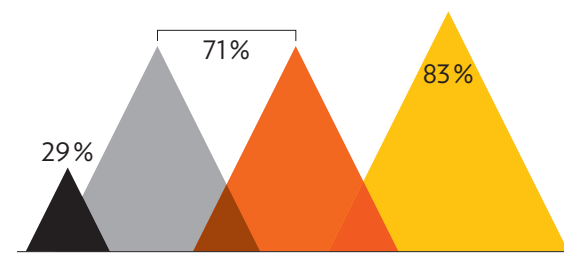


TOTAL DES 6

PART DE MARCHÉ: 71%

5491 contrats - 1356 millions

Évolution des parts de marché

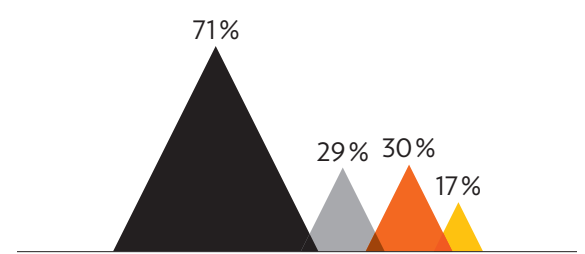


AUTRES FIRMES

PART DE MARCHÉ: 29%

3025 contrats - 556,2 millions

Évolution des parts de marché



Alexandre Despatie
se mouille à Dis-moi tout

Avec France Beaudoin

Le double médaillé olympique se prête au jeu alors que les jeunes mettent à l'épreuve ses connaissances en géographie et ses talents de comédien.

telequebec.tv



DIS-MOI TOUT
ce soir 19h



Objectif: assouvir l'appétit vorace des partis

Dessau a fait des dons illégaux de 2 millions en cinq ans

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un haut dirigeant de la firme de génie Dessau a reconnu devant la commission Charbonneau avoir commis « un acte criminel » en recourant massivement à la fausse facturation pour financer des partis politiques, tant provinciaux que municipaux. Ainsi, Rosaire Sauriol admet avoir versé, en cinq ans, 2 millions en contributions illégales grâce à des fausses factures.

« Vous dites que c'est un acte criminel et vous avez raison », a reconnu d'entrée de jeu le vice-président de Dessau. Ébranlé par la création de l'escouade Marteau et la multiplication des enquêtes journalistiques, Rosaire Sauriol a expliqué que Dessau a décidé de dénoncer elle-même aux autorités fiscales sa participation à ce stratagème. « Le cancer était partout et il fallait arrêter », a-t-il dit.

La firme a dû payer des amendes correspondant à la valeur totale des fausses factures faites entre mai 2005 et avril 2010, soit 2 millions.

Rosaire Sauriol, qui prend « la responsabilité totale de ces gestes » chez Dessau, a expliqué qu'il en est venu à recourir au stratagème de fausse facturation pour répondre à l'appétit de plus en plus grand des partis politiques. Pour l'instant, l'ingénieur n'a pas encore révélé quelles formations provinciales et municipales ont bénéficié de la générosité de sa firme.

Rosaire Sauriol se voyait mal demander aux 400 actionnaires de Dessau de puiser dans leurs économies personnelles – comme dans le cas de BPR – pour assouvir la soif d'argent des partis. Pour trouver l'argent liquide, il est entré



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO, LA PRESSE

Rosaire Sauriol a indiqué hier que Dessau avait dénoncé elle-même aux autorités fiscales sa participation au stratagème, à la suite de la création de l'escouade Marteau et de la multiplication des enquêtes journalistiques.

en contact avec Réjean Robert, de l'entreprise Rapid Check. Celui-ci se chargeait de faire de fausses factures au nom d'entreprises bidon. Quelques jours plus tard, Dessau recevait 90 % de la somme payée en argent liquide.

De l'incompétence à la collusion

Plus tôt hier, le président de la firme de génie BPR, Pierre Lavallée, a pour sa part montré du doigt la lourdeur administrative et l'incompétence à la Ville de Montréal pour expliquer l'implantation de la collusion dans la métropole. « Comment ça se fait que ça prend 18 mois décider de la largeur des trottoirs sur la rue McGill? La mobilité urbaine n'arrive pas à se décider si c'est mieux 10 ou 18 pieds. Pendant ce temps-là, du monde attend et facture en extra », s'est indigné l'ingénieur.

La juge France Charbonneau en est venue à demander si cette complexité était un stratagème pour favoriser les extras ou simplement un signe d'incompétence. « Je pense qu'il y en a qui aiment les systèmes complexes par incompétence. Ça a sûrement favorisé tout le bordel de collusion, parce que ça devient facile dans un système perdu », a répondu M. Lavallée.

L'ingénieur, qui a travaillé pour les villes de Paris, de New York et de San Francisco, a souligné que Montréal lui semblait être parmi les plus complexes du monde.

Malgré les remords exprimés devant la Commission, M. Lavallée a reconnu que sa firme savait qu'elle était dans l'illégalité en participant au système de partage des contrats à Montréal. « On n'a pas assez pensé », a affirmé l'ingénieur en guise d'explication.

DONS ILLÉGAUX

Une pratique courante en 2002

Deux conseillers municipaux d'Union Montréal ont été pris la main dans le sac, en 2002, après avoir reçu 75 000 \$ d'un agent double de la Sûreté du Québec afin de financer le parti de l'ex-maire Gérald Tremblay. Une enquête policière avait déterminé que les élus Irving Grundman et René Dussault, d'Union Montréal, avaient exigé 1 % de la valeur d'un projet immobilier pour autoriser un changement de zonage, dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Selon l'écoute électronique, l'argent n'était pas destiné aux élus, mais plutôt au parti de l'ex-maire Tremblay. L'enquête indique que d'autres promoteurs ont également dû verser une contribution à la formation politique pour obtenir un feu vert, mais M. Grundman, ex-DG du Canadien de Montréal (1978-1983), a toujours refusé de collaborer avec les policiers à ce sujet. – Pierre-André Normandin

Extraits de l'écoute électronique

31 JANVIER 2002

Deux entrepreneurs sur écoute électronique sont surpris à parler d'un pot-de-vin demandé par deux élus de Saint-Laurent pour obtenir un changement de zonage.

— José Sardano : « C'est pour ramasser des fonds pour le parti pour la prochaine élection, parce que celle-là a coûté trop cher. Ils ont dépassé leur budget. Ils sont rendus à 5 millions. »

— Luis Vitorino : « À Montréal, c'est comme ça. »

7 FÉVRIER 2002

Sardano avise Vitorino que les élus demandent 100 000 \$.

— J. S. : « 1-0-0. »

— L. V. : « Tabarnak, t'es gourmand. »

— J. S. : « Ils disent que, pour un projet plus petit, entre 3 et 7 millions, ils ont eu ça. Fait que, c'est une faveur à cause de moi parce que je connais René [Dussault]. Sinon là, c'était beaucoup plus que ça. »

22 avril 2002

Placé sur écoute, le conseiller Irving Grundman est surpris à donner des conseils à son collègue René Dussault sur la marche à suivre pour recevoir un pot-de-vin.

— I. G. : « Dis-lui : "Écoute, l'ami, je suis sûr que tu comprends la politique... Tous les partis ont besoin de beaucoup d'argent et c'est une façon pour nous de couvrir nos finances. Tu veux démarrer et nous sommes prêts à changer le zonage. Ça va prendre du temps, mais tu es pressé. L'argent doit être sur la table avant que nous partions, sans quoi nous ne nous en occupons pas." Il va rappeler plus vite. »

23 avril 2002

La veille du paiement par un agent double, Irving Grundman donne ses derniers conseils à René Dussault.

— I. G. : « Dis-lui qu'il doit garder le silence. S'il en parle à d'autres, le projet est fini. Dis-lui : "Je ne le fais pas pour moi, je le fais pour mon parti et ça doit rester discret." La seule chose qui m'inquiète, c'est de savoir s'il va avoir un micro. »

— R. D. : « Je ne sais pas. »

— I. G. : « Ne mentionne pas de chiffres. Prends un bout de papier, écris le montant et assure-toi qu'il ne ramasse pas le papier. »

Vorsprung durch Technik 

C'est l'évènement Vorsprung*!



TAUX DE LOCATION À PARTIR DE

1,9%[†]

REMISE VORSPRUNG DE

1 500 \$[‡]

*En allemand, *Vorsprung* signifie « progrès ». Et avouons que passer du froid de l'hiver aux douceurs du printemps, c'en est tout un! Surtout pour le moral. Mais ce qui est aussi bon pour le moral, c'est pouvoir profiter d'une remise *Vorsprung* de 1 500 \$ à l'achat ou à la location de la plupart de nos modèles[‡]. Et avec des taux de location à partir de seulement 1,9%[†], ce printemps, vous aussi vous direz *Vorsprung!* Visitez audi.ca dès aujourd'hui.

LES OFFRES PRENNENT FIN LE 1^{ER} AVRIL.

AUDI PRESTIGE DDO

4600A, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
T : 514.426.7777
audi.ca/prestige-west

AUDI NIQUET

1917, boul. Sir-Wilfrid-
Laurier, route 116
Saint-Bruno
T : 450.653.7553
audi.ca/niquet

PARK AVENUE AUDI

9800, boul. Taschereau
Brossard
T : 450.445.4811
audi.ca/park-qc

AUDI POPULAR

5442, rue Saint-Hubert
Montréal
T : 514.270.3566
audi.ca/popular

AUDI LAUZON

2400, boul. Chomedey
Laval
T : 450.688.1120
audi.ca/lauzon

AUDI PRESTIGE

5905, route
Transcanadienne
Saint-Laurent
T : 514.364.7777
audi.ca/prestige

DE VÉRITABLES

Le syndicat des gardiens de prison presse le gouvernement

L'évasion à la prison de Saint-Jérôme en fait foi, la pression monte derrière les barreaux. Frustrés et tendus à cause des problèmes de surpopulation, les détenus multiplient les coups d'éclat aussi violents que dangereux. Des photos inédites de l'émeute à la prison de Hull en février dernier, où 16 prisonniers ont littéralement démoli l'aile à sécurité maximale, montrent bien l'ampleur de la situation. Les centres de détention sont devenus de véritables poudrières.



GABRIELLE DUCHAINE

« Chaque 24 heures est rendu un défi pour nous. » Stéphane Lemaire, président du Syndicat des agents de la paix du Québec, est formel. Il faut agir, et vite dans les prisons de la province.

Derrière les barreaux, les événements violents se sont succédé au cours des dernières semaines. Il y a eu un soulèvement à la prison de Saint-Jérôme, puis un autre à Sherbrooke. Sans oublier l'émeute destructrice à l'aile à sécurité maximale de la prison de Hull, dont *La Presse* vient d'obtenir des photos inédites. On y voit pour la première fois l'ampleur des dégâts causés par les 16 détenus qui ont pris possession d'un secteur entier durant huit heures dans une ultime tentative d'éviter le transfert de certains d'entre eux vers d'autres établissements.

Les images montrent des murs troués d'une cellule à

l'autre. Le sol est couvert de débris de plâtre et de briques, de déchets, de nourriture et de papier hygiénique. Des portes sont à moitié arrachées et pendouillent sur leurs gonds. Des ventilateurs brisés traînent par terre à côté de draps sales, de morceaux de verre, de dossiers de chaises arrachés et de téléviseurs brisés.

Dans la foulée de l'événement, qui a provoqué la fermeture de l'aile, les autorités ont

hélicoptère de deux détenus de la prison de Saint-Jérôme, dimanche. D'ailleurs, sur les ondes du 98,5 où il a parlé durant sa cavale, le détenu Benjamin Hudon-Barbeau, 36 ans, s'est plaint de ses conditions de détention. « Les traitements qu'ils nous font, ça n'a pas de bon sens », a-t-il dit.

« Les détenus manquent d'espace et ça amène des problèmes, dénonce Stéphane Lemaire. Des débordements, il

Québec a beau avoir annoncé la construction de quatre nouvelles prisons, une projection du ministère de la Sécurité publique basée sur les impacts de la Loi sur la sécurité des rues et des communautés (C-10), qui impose des peines plus sévères pour les trafiquants de drogue, les agresseurs sexuels et les jeunes contrevenants, prévoit tout de même qu'il manquera 1884 places d'ici 2020.

« Il est temps de mettre plus de sécurité en attendant de trouver d'autres solutions, croit le président du syndicat. On est frustrés. On manque d'appuis. Il faut que le ministre se montre rassurant. »

Il propose par exemple l'ajout d'un patrouilleur dans le secteur de la prison de Saint-Jérôme, où un seul est en service. « C'est près de trois autoroutes. Les complices garent leur voiture et s'approchent facilement des clôtures. »

Interrogé pour savoir si de nouvelles mesures étaient envisagées, le cabinet du ministre Stéphane Bergeron n'a pas donné suite à la demande.

— Avec la collaboration de Daniel Renaud

« Des jeunes de 18 ou 19 ans sont mêlés à des criminels de carrière. Des rivaux se retrouvent dans le même secteur. C'est sûr qu'il y a des tensions et des batailles. »

— Stéphane Lemaire, président du Syndicat des agents de la paix du Québec

estimé les dommages à plusieurs milliers de dollars. Hier, le ministère de la Sécurité publique a parlé de 23 000\$.

Tout ça, selon le syndicat, en partie à cause des tensions engendrées par la surpopulation dans les prisons provinciales, dont plusieurs débordent. Même histoire pour la spectaculaire évasion en

y en a. » C'est prévisible, dit-il. Surtout dans un contexte où « des jeunes de 18 ou 19 ans sont mêlés à des criminels de carrière par manque de place ». « Des rivaux se retrouvent dans le même secteur. C'est sûr qu'il y a des tensions et des batailles. À l'extérieur, ils ne se promènent pas sur le même trottoir, mais ici, oui. »

L'OR QUI DORT, C'EST NOTRE AFFAIRE



Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même.

Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de Birks sera disponible aux dates suivantes :

LE 22 ET 23 MARS (10 H À 19 H)
CENTRE ROCKLAND • 514.341.5426

Présentez cette annonce et le montant accordé pour vos articles sera majoré de 25 \$.

BIRKS

BIRKSECHANGEDOR.COM

Compressions à la prison de Sorel

Les visites de contrôle à domicile en péril

GABRIELLE DUCHAINE

Au moment même où les gardiens de prison se plaignent des impacts négatifs du manque d'effectifs sur la sécurité en milieu carcéral, des compressions budgétaires à la prison de Sorel mettent en péril les visites de contrôle à des centaines de détenus qui purgent leur peine dans la communauté selon des conditions strictes, a appris *La Presse*.

Un mémo interne du ministère de la Sécurité publique envoyé le 8 février à tous les employés de la prison annonce que les heures allouées à de telles visites seront réduites de moitié. Cela s'ajoute à d'autres restrictions survenues l'an dernier, qui ont fait passer de quatre à deux le nombre d'agents affectés à cette tâche pour toute la Montérégie. Ces deux employés, qui travaillaient à temps plein en milieu ouvert, feront dorénavant la moitié de leurs heures en milieu fermé.

Conséquence : selon nos sources, il n'y a pratiquement

plus de vérification à domicile sur la Rive-Sud de Montréal. Ce serait pire le soir.

Les agents se rabattent sur la vérification téléphonique, qui comporte des failles puisque certains détenus feraient transférer les appels sur leur cellulaire, pour donner l'impression qu'ils sont

condamnations qui purgent des peines avec sursis, dont des pédophiles. Ça pourrait être votre voisin. »

Au ministère de la Sécurité publique, on assure que des visites à domicile sont toujours au menu et que les vérifications téléphoniques ont été intensifiées.

Selon nos sources, il n'y a pratiquement plus de vérifications au domicile des détenus condamnés à des peines avec sursis sur la Rive-Sud de Montréal. Les agents se rabattent alors sur la vérification téléphonique, qui comporte des failles.

chez eux. En tout, ce sont plusieurs centaines de criminels qui sont « touchés » par ces compressions.

« C'est un problème qu'il faut prendre sérieusement », prévient le président du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, Stéphane Lemaire.

« Il y a toutes sortes de gens avec toutes sortes de

« On calcule une baisse de 4 % des peines avec sursis et on prévoit une autre baisse avec la Loi sur la sécurité des rues et des communautés », dit le porte-parole Clément Falardeau pour justifier les coupes. Une réorganisation semblable à celle mise en place à Sorel a aussi lieu dans les autres régions.

— Avec la collaboration de Daniel Renaud

Patrick Lagacé au Liban

LES FRANCS-TIREURS
ce soir 21 h

Avec Patrick Lagacé et Richard Martineau
À Beyrouth : rencontre du bédéiste Mazen Kerbaj et visite d'un camp palestinien à Ein El-Hilweh.

telequebec.tv

Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

MONTRÉAL PLUS

DIRECTION GÉNÉRALE DE MONTRÉAL

L'opposition veut Rachel Laperrière

KARIM BENESEAIEH

Au lendemain de la démission fracassante du directeur général de la Ville de Montréal Guy Hébert, les deux partis de l'opposition ont pris leur décision en ce qui concerne son successeur: ils réclament le retour de Rachel Laperrière.

Haute fonctionnaire à la Ville à partir de 2001, M^{me} Laperrière a assuré l'intérim lors du départ de deux directeurs généraux, Claude Léger en 2009 et Louis Roquet en 2012. Elle est sous-ministre à la Culture à Québec depuis septembre dernier.

Lundi, lors de l'annonce de la démission de M. Hébert, le maire Michael Applebaum a annoncé que le directeur du capital humain, Jean-Yves Hinse, allait assumer l'intérim jusqu'aux prochaines élections, en novembre. Hier matin, au conseil municipal, le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, a plutôt fait valoir les faits d'armes de M^{me} Laperrière. «**Connaissons-nous quelqu'un qui aurait les mêmes qualités, la connaissance et le respect des institutions montréalaises? Ne pourriez-vous pas ouvrir le poste très rapidement et prendre l'initiative d'inviter M^{me} Laperrière à se porter candidate?**»

Pas question, a précisé M. Bergeron, de n'offrir

qu'un poste intérimaire à M^{me} Laperrière. En point de presse peu après, il a été plus incisif à l'égard de M. Hinse. «**Tout le monde sait qu'il était un collaborateur de Guy Hébert. Je souhaite que l'intérim soit le plus court possible.**»

La chef de l'opposition, Louise Harel, a abondé dans le même sens. C'est son parti, en 2010, qui avait d'ailleurs proposé la nomination permanente de M^{me} Laperrière.

«*Connaissons-nous quelqu'un qui aurait les mêmes qualités, la connaissance et le respect des institutions montréalaises? Ne pourriez-vous pas ouvrir le poste très rapidement et prendre l'initiative d'inviter M^{me} Laperrière à se porter candidate?*»

— Richard Bergeron, chef de Projet Montréal

Devant le conseil, le maire Applebaum n'a pas fermé la porte et a expliqué que cette décision sera discutée aujourd'hui par le comité exécutif. La nomination d'un directeur général permanent devra être soumise au conseil municipal, un processus qui risque d'être trop long, a-t-il plaidé.

«**C'est le comité exécutif qui va prendre une décision dans les plus brefs délais. Laissez-nous discuter de ce dossier. Ça ne fait même pas 24 heures. Donnons un jour ou deux, on verra ce qu'on peut proposer.**»

En point de presse peu après, il a dû se défendre

encore une fois d'avoir cru la version des faits de Guy Hébert, qui a soutenu n'avoir jamais tenté de limoger Marc Parent. «**C'est très surprenant pour quiconque que M. Hébert aille jusqu'à ce point. J'ai cru à sa parole. Est-ce que dans le futur, je vais appeler moi-même [pour vérifier auprès de Québec]? Oui, peut-être.**»

Il a annoncé avoir parlé hier matin au ministre des

Affaires municipales, Sylvain Gaudreault. «**Il m'a dit qu'il me supportait dans la décision de demander la démission de Guy Hébert.**»

«*Totalement confiance en Marc Parent*»

L'ex-directeur général, a martelé le maire, a agi sans son consentement et sans l'informer de ses démarches. Il a assuré à plusieurs reprises avoir «**totalement confiance**» en son directeur de police, Marc Parent. «**M. Hébert n'avait pas le droit de faire ce qu'il a fait. Je n'ai donné aucun mandat pour remplacer**

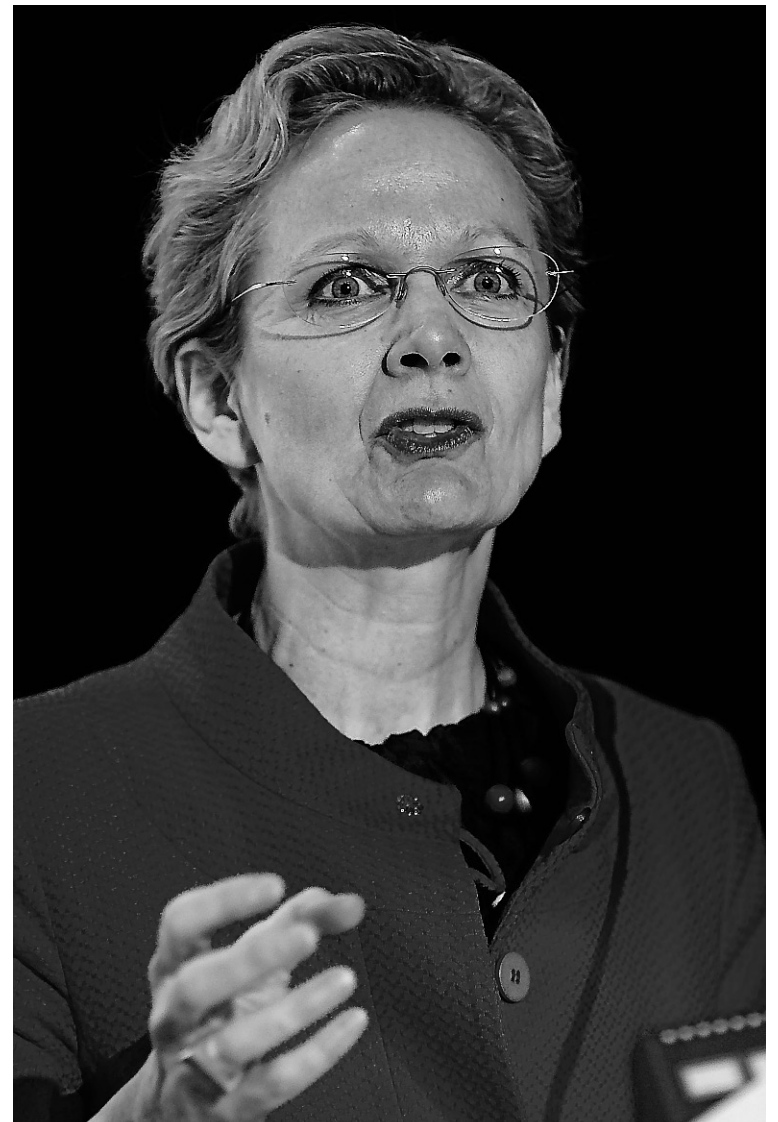


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LAPRESSE

Directrice générale par intérim de la Ville de Montréal à deux reprises dans le passé, Rachel Laperrière est la candidate idéale pour succéder à Guy Hébert, selon les deux partis de l'opposition à l'hôtel de ville.

Marc Parent, en aucun temps.»

En réponse aux questions des journalistes, il a rejeté la possibilité de demander à Québec de déclencher des élections générales anticipées dès l'été. Dans des entrevues en matinée, le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, avait évoqué cette possibilité. Il a ensuite précisé qu'il évoquait «**un des trois scénarios possibles**» d'ici au

3 novembre, avec la tutelle et la continuité de l'administration de coalition. «**C'est avec ce dernier scénario que je travaille, le seul qui dépend de Montréal, a-t-il expliqué. À part les événements d'hier et les perquisitions, ça fonctionne assez bien.**»

+ «**UNE CULTURE DYSFONCTIONNELLE:** L'ÉDITORIAL DE FRANÇOIS CARDINAL, PAGE A24

Marois va laisser Montréal assumer ses responsabilités

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Selon la première ministre Pauline Marois, ce n'est pas au gouvernement de choisir le nouveau directeur général de Montréal.

La Coalition avenir Québec (CAQ) lui a formulé cette demande, hier. «**Il y a des autorités à Montréal, a-t-elle répondu. On peut être en accord ou en désaccord avec ces autorités. Cependant, ce que nous leur demandons, c'est d'assumer leurs responsabilités.**»

Le chef de la CAQ voudrait aussi que M^{me} Marois envisage la tutelle pour Montréal ou y nomme un observateur. La première ministre souhaite plutôt miser, notamment,

sur le comité spécial sur l'attribution des contrats à Montréal (présidé par Jacques Léonard), ainsi que sur la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (projet de loi 1), qui doit garantir la probité des soumissionnaires. Elle ne croit pas non plus qu'il faille déclencher des élections anticipées, comme l'a réclamé le parti Projet Montréal.

La CAQ réagissait au départ fracassant du directeur général de la Ville de Montréal, Guy Hébert, qui avait demandé la tête du chef du Service de police de la ville de Montréal (SPVM), Marc Parent.

Le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, a confirmé que M. Hébert avait appelé son sous-ministre

pour faire cette demande. «**C'était pour le moins inapproprié**», a-t-il indiqué.

M. Bergeron n'a pas voulu donner plus de détails sur l'appel de M. Hébert à son sous-ministre. «**Il s'enquerrait ouvertement des pos-**

«*Il y a des autorités à Montréal. On peut être en accord ou en désaccord avec ces autorités. Cependant, ce que nous leur demandons, c'est d'assumer leurs responsabilités.*» — Pauline Marois

sibilités de procéder à un remplacement à la direction [du SPVM]», a-t-il dit. «**Sans demander directement le remplacement, les discussions étaient à l'effet d'examiner les**

possibilités ou les conditions d'un éventuel remplacement», a-t-il ajouté.

«**Dans le contexte actuel de tourmente à Montréal, à la veille d'une élection municipale, c'était pour le moins inapproprié de penser à un**

remplacement du chef de police», juge M. Bergeron.

Il s'est porté à la défense du travail du chef du SPVM. Il affirme qu'il n'a «**jamais eu d'indications de quelque**

mesure que ce soit» selon lesquelles M. Parent accomplissait mal son travail. «**Il y a un chef de police qui est extrêmement vigilant à Montréal**», a même lancé le ministre responsable de la Métropole, Jean-François Lisée.

M. Hébert avait initialement nié ces faits. Le maire de Montréal, Michael Applebaum, a depuis obtenu sa démission. Le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, a parlé au maire ce matin, par téléphone. «**J'ai insisté sur le fait qu'il a pris la bonne décision.**»

+ «**C'EST ENCORE LA FAUTE AUX MÉDIAS:** LA CHRONIQUE MÉDIAS, DANS LE CAHIER ARTS.

B pour Bonne affaire

On enlève 3 mois à 2013 grâce à la toute nouvelle Classe B 2013².

3 MENSUALITÉS GRATUITES²
POUR UNE DURÉE LIMITÉE



Une marque de Daimler

LA TOUTE NOUVELLE B 250 2013. PRIX TOTAL¹: 32 115 \$**

- Tout nouveau moteur quatre cylindres de 2 litres à turbocompresseur générant 208 ch
- Une économie d'essence améliorée grâce à la technologie de démarrage/d'arrêt ECO
- Des caractéristiques de sécurité supérieures, comme l'avertisseur de risque de collision COLLISION PREVENTION ASSIST

FINANCEMENT À L'ACHAT

2,9 %*

DURÉE DE 60 MOIS

¹ Taxes en sus.

TAUX À LA LOCATION

4,9 %*

BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS

398 \$*

VERSEMENT INITIAL 995 \$**



Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal
514 344-7678

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval
450 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park
450 672-2720

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

Boucherville
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville
450 449-0222

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville)
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicule illustré : B 250 2013. PDSF national : 29 900 \$. ** Le prix total de 32 115 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM pouvant atteindre 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. ² Les trois premières mensualités sont supprimées pour le modèle B 250 2013 jusqu'à concurrence de 1 200 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et jusqu'à concurrence de 1 800 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux nouveaux modèles de Classes B, C (berlines et coupés), GLK et E 2013. Ne s'applique pas aux modèles AMG. * Offres de location et de financement basées sur la B 250 2013 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 398 \$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 995 \$ plus dépôt de sécurité de 400 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 29 900 \$. Taux annuel de location de 4,9 %. Obligation totale : 20 499 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 2,9 % et un prix de 32 115 \$. Le paiement mensuel est de 576 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 0 \$. Le coût de l'emprunt est de 2 423 \$, pour une obligation totale de 36 697 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 31 mars 2013.

POLITIQUE

Vers une refonte des programmes de formation de la main-d'œuvre

Insatisfait, Flaherty se tourne vers le privé

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le ministre des Finances, Jim Flaherty, veut faire davantage appel au secteur privé pour assurer la formation de la main-d'œuvre, au lieu de se fier uniquement aux provinces, dans l'espoir de pourvoir plus rapidement les nombreux postes qui demeurent vacants au pays.

M. Flaherty compte ainsi mettre à la disposition des entreprises tout près de 300 millions de dollars pour accélérer la formation des travailleurs et s'attaquer à la grave pénurie de main-d'œuvre qui frappe certains secteurs, notamment les métiers dits traditionnels, a appris *La Presse*.

Cette somme ne serait pas de l'argent frais, mais proviendrait de l'enveloppe de 500 millions remise annuellement aux provinces depuis 2008-2009, dans le cadre des ententes sur le marché du travail destinées à « accroître l'employabilité et les compétences de la main-d'œuvre » au pays. Ces ententes viennent à échéance en 2013-2014 et la part du Québec de cette enveloppe est d'environ 116 millions par année.

Les entreprises pourraient puiser dans cette enveloppe à condition qu'elles investissent une somme équivalente dans la formation de la main-d'œuvre. Les provinces seraient aussi invitées à verser la même somme. Elles conserveraient le reste de l'enveloppe, soit 200 millions, pour l'administration de cette nouvelle politique, selon nos informations.

Cet appel au secteur privé s'inscrirait dans une stratégie nationale de la formation de la main-d'œuvre destinée à maximiser les investissements du gouvernement fédéral dans ce domaine.



PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances Jim Flaherty veut mettre 300 millions à la disposition des entreprises pour accélérer la formation des travailleurs au pays. Cette somme serait puisée à même une enveloppe de 500 millions remise annuellement aux provinces depuis près de cinq ans, ce qui risque fort de les indisposer.

Peu de résultats concrets

Ottawa constate que les 500 millions supplémentaires versés annuellement aux provinces pour favoriser la formation de la main-d'œuvre entre 2008-2009 et 2013-2014 n'ont pas donné de résultats concrets. En fait, Ottawa évalue que près de 80 % des sommes allouées ont été utilisées pour fournir des conseils et des informations générales sur les emplois au lieu de financer des programmes de formation pour ceux qui n'ont pas droit à l'assurance-emploi.

En privé, le ministre Jim Flaherty a confié à certains qu'il souhaite aussi plus de responsabilisation de la part des provinces à cet égard. Ce changement de politique répondrait d'ailleurs à une demande du secteur privé, qui s'est aussi montré

critique des résultats obtenus jusqu'ici par les provinces.

En tout, le gouvernement fédéral remet près de 2,5 milliards de dollars par année aux provinces pour la formation de la main-d'œuvre. Québec

Dans une lettre envoyée aux députés conservateurs, hier, le ministre Flaherty a indiqué qu'il compte profiter de son prochain budget pour mieux encadrer les programmes de formation de la main-d'œuvre.

Ottawa déplore le manque de résultats concrets. Il estime que près de 80 % des sommes allouées ont été utilisées pour fournir des conseils et des informations générales au lieu de financer des programmes de formation.

a une entente particulière avec le fédéral sur la formation de la main-d'œuvre depuis 1997. Le changement proposé par Ottawa pourrait indisposer le gouvernement Marois.

« Un trop grand nombre de postes restent vacants au Canada parce que les employeurs n'arrivent pas à trouver des travailleurs possédant les compétences requises.

La formation offerte au Canada ne reflète pas bien les compétences dont les employeurs ont besoin. Cela entraîne un taux de chômage plus élevé et une croissance économique plus faible que ce à quoi nous devrions normalement nous attendre. Nous pouvons faire mieux. Le plan d'action économique 2013 prévoit des mesures pour relever cet enjeu important », a indiqué le ministre.

Plan d'infrastructure reconduit

Dans cette lettre, M. Flaherty confirme aussi qu'il compte proposer un nouveau plan d'infrastructure dans son budget, ce qui donnerait suite à une requête formulée par la Fédération canadienne des municipalités. Le plan devrait être doté essentiellement du même budget (environ 4,5 milliards de dollars par année, y compris le transfert d'une partie de la taxe sur l'essence et le remboursement de la TPS aux municipalités) et s'échelonne sur plusieurs années.

« Notre gouvernement a investi dans plus de 43 000 projets dans le cadre du Fonds Chantiers Canada et de la phase de relance du plan d'action économique. Il faut faire plus », soutient-il à cet égard.

Dans son budget, M. Flaherty doit aussi confirmer son intention d'éliminer le déficit, qui devrait atteindre 26 milliards en 2012-2013, avant les prochaines élections de 2015. Pour y arriver, il devra annoncer de nouvelles compressions de quelque 2 milliards de dollars en raison du ralentissement de l'économie canadienne, de la chute des prix des matières premières et des revenus moins élevés que prévu. Il compte aussi mettre fin à certaines échappatoires fiscales qui profitent aux nantis.

MAISON CORBEIL

OFFRE DE LANCEMENT
295\$ l'un CINQ JOURS SEULEMENT

LAMPADAIRES STUDIO ET HOLLYWOOD. OFFRE VALIDE JUSQU'AU 24 MARS

fauteuil passadena et repose-pied. tissu mauve, gris, brun, ou cuir d'imitation blanc. quantités limitées - 295\$

MAISONCORBEIL.COM

MONTREAL 1215, boul. crémazie o. - t. 514 382 1443 LAVAL 2323, autoroute des laurentides - t. 450 682 3022 BROSSARD 8480, boul. leduc, quartier DIX30^{WC}, espace 10 - t. 450 443 4143

AUDIENCES PUBLIQUES SUR LE PROJET DE PIPELINE ENBRIDGE

Des Américains vont tester la loi C-38

EXCLUSIF

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le projet d'Enbridge d'acheminer du pétrole albertain vers Montréal est suivi avec inquiétude par les écologistes aux États-Unis. Si bien qu'un groupe américain souhaite participer aux audiences publiques fédérales sur l'inversion du flux du pipeline 9B.

Ce sera le premier test d'une disposition-clé du superprojet de loi C-38, adopté le printemps dernier par le gouvernement Harper, qui restreint la participation à des audiences environnementales aux personnes ayant un « intérêt direct » dans les projets.

Le Natural Resources Defense Council (NRDC), situé à New York, craint que la réalisation du projet de 100 millions piloté par Enbridge touche un autre oléoduc, celui-là entre Portland, dans le Maine, et Montréal. Cette canalisation sert à expédier du brut vers le Québec.

La porte-parole du groupe écologiste, Danielle Droitsch, craint que le flux de ce pipeline soit inversé à son tour si le projet d'Enbridge voit le jour. Du coup, du bitume dérivé des sables bitumineux serait transporté sur le territoire de la Nouvelle-Angleterre. « La ligne 9 d'Enbridge

fonctionne en tandem avec la ligne Portland-Montréal, affirme M^{me} Droitsch, jointe à Washington. En inversant le flux de la ligne 9, on ouvre la porte des États-Unis au pétrole des sables bitumineux. »

Le NRDC demandera à l'Office national de l'énergie (ONE) d'obtenir le statut de participant aux audiences publiques qui auront lieu l'été prochain sur le projet d'Enbridge.

Sélection des participants

L'ONE avait un an pour adapter ses pratiques aux nouvelles dispositions prévues dans le projet de loi « mammouth » adopté par le gouvernement conservateur le printemps dernier. La porte-parole de l'organisme fédéral, Whitney Punchak, a indiqué à *La Presse* que la consultation sur le projet d'Enbridge sera la première à mettre en pratique

Danielle Droitsch a été informée de ces nouvelles dispositions, mais elle a bon espoir que son organisme pourra participer aux audiences même s'il est situé aux États-Unis.

« Nous croyons avoir une expertise à offrir à l'ONE et, comme cette décision va avoir un impact sur nos membres et sur les communautés avec lesquelles nous travaillons, nous pensons pouvoir donner notre point de vue, a-t-elle dit. La réalité est que cette décision aura un impact direct sur les États-Unis. »

Enbridge planche depuis des mois sur l'inversion de sa ligne 9 afin d'approvisionner les raffineries de Montréal et de Québec. L'oléoduc servira essentiellement à expédier du brut léger, mais il pourrait aussi servir à transporter du bitume dérivé des sables bitumineux.

Un groupe écologiste de New York veut tester les nouvelles dispositions qui limitent la participation aux audiences publiques environnementales à des personnes ayant un « intérêt direct » sur le projet Enbridge.

le nouveau processus de sélection des participants.

« L'élément important, c'est qu'il faut prouver qu'on est directement touché ou qu'on a une expertise pertinente sur le projet », a résumé M^{me} Punchak.

L'entreprise rappelle qu'elle a abandonné son projet Trailbreaker, qui visait le marché américain. Elle assure que son initiative ne vise qu'à approvisionner les raffineries québécoises en brut albertain.



PHOTO DAN RIEDLHUBER, ARCHIVES REUTERS

Plusieurs Américains sont contre l'importation chez eux de pétrole provenant des sables bitumineux. Ils l'ont démontré récemment à Washington en manifestant contre le projet de pipeline Keystone.

« En ce qui nous concerne, l'ONE a établi des règles de participation aux audiences et déterminera qui peut le faire. Toutefois, nous rappelons aux groupes américains qu'ils peuvent obtenir plus d'information sur la proposition sur la ligne 9 pour déterminer que c'est un projet canadien dont l'objectif est de fournir du brut canadien à des raffineries canadiennes. »

Le président de la société Pipe-lines Portland Montréal, Larry Wilson, a récemment indiqué à des législateurs du Vermont qu'il pourrait

« absolument envisager » d'utiliser le pipeline pour transporter du pétrole canadien aux États-Unis.

Le porte-parole de l'entreprise, Denis Boucher, a laissé cette porte grande ouverte, hier, en précisant qu'une inversion de l'oléoduc est possible si les « conditions du marché » changent.

Plusieurs villes de la Nouvelle-Angleterre ont adopté des résolutions pour s'opposer à l'arrivée du pétrole des sables bitumineux, notamment Burlington, au Vermont.

ÉDUCATION

Méfiance chez les Premières Nations

LOUISE LEDUC

Après un hiver très chaud avec les autochtones, voilà que le gouvernement Harper annonce son intention de promulguer une loi sur l'éducation des Premières Nations. Cette nouvelle est accueillie avec beaucoup de méfiance par ces peuples qui y voient une nouvelle tentative d'assimilation.

C'est notamment le cas de Raymond Sioui, conseiller aux dossiers nationaux au Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN). « L'assimilation, c'est cela qu'ils recherchent. Parce que si on a une éducation qui renforce notre identité, on revendique nos droits, et ça, ça ne plaît pas. »

Ottawa s'aventure sur un terrain glissant, alors que les autochtones pensent toujours les plaies de l'époque tragique des pensionnats, ces institutions dans lesquelles des milliers d'enfants ont été assimilés après avoir été arrachés à leur famille.

Les chefs autochtones du Québec se sont réunis la semaine dernière afin de se faire une tête sur cette loi en gestation. Une rencontre au sommet avec les gens d'Ottawa est prévue la semaine prochaine.

Performance scolaire

Dans le document de consultation, le ministère des Affaires autochtones explique sa volonté de promulguer une telle loi par la nécessité de rehausser la performance scolaire des jeunes autochtones qui affichent des taux de décrochage déplorables.

Pour changer la donne, Ottawa prépare une réforme « qui créerait des normes et des structures, renforcerait la gouvernance et la reddition de comptes et établirait des mécanismes pour un financement stable, prévisible et durable. »

En parcourant le document de consultation, qu'il juge très explicite, Jean-Charles Piétacho, chef de la communauté de Mingan, en arrive à la conclusion que les dés sont pipés et que le processus n'aura de consultation que le nom. « De toute façon, l'expérience nous apprend que les choses nous sont imposées sans qu'on ait notre mot à dire. »

Jusqu'ici, les écoles étaient financées par Ottawa sur la base de programmes, sans qu'une loi encadre le système éducatif autochtone.

LA TOUTE NOUVELLE FORESTER 2014 À L'AISE SUR TOUTES LES ROUTES.

SUBARU

Confiance et évolution

2013 IIHS
TOP SAFETY PICK

Entièrement redessinée, la Subaru Forester 2014 est plus sport que jamais.

Avec un habitacle plus spacieux, une plus grande capacité de chargement ainsi qu'un hayon à ouverture électrique†, vous êtes prêt pour n'importe quelle destination. Ajoutez-y la légendaire traction intégrale symétrique à prise constante Subaru et la nouvelle fonction X-MODE^{MC+} mise au point pour vous offrir plus de contrôle et vous pourrez affronter tous les chemins; même les pires.

De plus, la Forester 2014 est encore plus économe d'essence. Il ne vous reste plus qu'à choisir votre prochaine destination.

HAYON À OUVERTURE ÉLECTRIQUE†

LE TOUT-NOUVEAU X-MODE^{MC+}

UN COFFRE ENCORE PLUS GRAND

ÉQUIPÉE DE LA
TRACTION INTÉGRALE SYMÉTRIQUE
À PRISE CONSTANTE

Japonais et plus encore! | www.quebec.concessionsubaru.ca

JOHN SCOTTI SUBARU
ANJOU

SUBARU-MONTRÉAL
MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL
LAVAL

SUBARU BROSSARD
BROSSARD

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES
DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU RIVE-NORD
BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE

SUBARU SAINTE-JULIE
SAINTE-JULIE

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

† Une cote « Bien » constitue la meilleure cote possible aux quatre tests de collision frontale à chevauchement modéré, latérale, arrière et de capotage réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Pour mériter la mention « Meilleur choix sécurité 2013 », un véhicule doit obtenir la cote « Bien » aux quatre tests. * À l'achat au comptant à partir de 27 705 \$ pour la Forester 2.5i 2014 (EJ1-X0), à transmission manuelle. À l'achat, les frais de transport et de préparation (1 595 \$) ainsi que les taxes sur le climatiseur (100 \$) et sur les pneus neufs (15 \$) sont inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Modèle illustré: Forester 2014 2.0XT groupe Limited (EJ2XTL), à l'achat au comptant à partir de 37 205 \$, taxes en sus. † Hayon à ouverture électrique: disponible sur les modèles 2.5i groupe Tourisme, 2.5i groupe Limited et 2.0XT Limited. ‡ Fonction X-MODE^{MC+} disponible sur les modèles équipés de la OVT seulement. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre ou faire une commande ou un échange. Offre valable sur approbation de crédit chez les concessionnaires participants seulement. Véhicules illustrés à titre indicatif seulement, et peuvent ne pas être équipés tel qu'illustrés. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant.

POLITIQUE

Couillard repousse le débat sur la Constitution

DENIS LESSARD
ET PAUL JOURNET

QUÉBEC — Pour le Parti libéral de Philippe Couillard, les questions économiques et sociales passeront avant le débat constitutionnel. L'absence du Québec dans l'entente constitutionnelle de 1982 est une question importante, mais les libéraux devront en débattre entre eux avant d'arrêter la position du parti.

À l'entrée de sa première réunion avec ses députés, Philippe Couillard a soigneusement repoussé l'invitation de Pauline Marois et de plusieurs ministres péquistes d'avancer sur le terrain miné du débat constitutionnel. Il a indiqué que la signature par le Québec de l'entente constitutionnelle « ne fait pas de différence dans votre vie, ni dans la [sienne] », mais l'absence d'une province importante du Canada dans l'entente de 1982 est un « signe important pour le pays ». Cette question doit être réglée, « mais cela doit se faire dans l'ordre », a insisté le nouveau chef du PLQ.

La veille, il n'avait pas voulu répondre quand on lui avait demandé si un nouveau référendum serait nécessaire pour ratifier une éventuelle entente avec Ottawa. « Est-ce que ça veut dire qu'il voudrait la faire entériner sans demander rien de plus? Je suis très étonnée. Ça ne correspond pas à la position traditionnelle du Parti libéral », a lancé hier la première ministre Pauline Marois.

Bévue de Marois

Or, M^{me} Marois a elle-même mis le pied sur une mine, en spéculant à voix haute sur les conditions que son gouvernement jugerait acceptables pour adhérer à la Constitution. « Il faudrait peut-être la réécrire telle qu'elle reconnaissait à tout le moins un des deux peuples fondateurs, avec notre capacité d'intervenir en matière



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE
Philippe Couillard, chef du Parti libéral du Québec, a opté pour la prudence hier sur la question de la Constitution.

linguistique », a laissé tomber M^{me} Marois. Elle a bien vite repris son credo souverainiste. « Moi, je ne réécrirai pas la Constitution du Canada parce que ma formation politique ne veut pas signer la Constitution canadienne et ne veut pas l'adopter. Notre formation politique veut avoir sa propre Constitution », a-t-elle assuré.

Plus tôt, le ministre Bernard Drainville avait vite visé dans la porte laissée ouverte par Philippe Couillard, et avait accusé le nouveau chef de songer à faire adhérer le Québec à la Constitution par un simple décret gouvernemental. « C'est un mépris pour la démocratie. Il pourrait faire ça un vendredi à la fin de la journée, avant de partir pour une longue fin de semaine », avait ironisé M. Drainville.

Hier, le chef libéral a opté pour la prudence. Les libéraux devront débattre à l'interne de cette question avant qu'une position soit arrêtée, a-t-il répliqué aux journalistes qui réclamaient des détails sur sa stratégie. Surtout, les questions économiques et les enjeux

sociaux sont des questions « de première importance », des priorités par rapport à la Constitution.

Un débat à l'interne

Les questions d'identité sont importantes, mais « elles arrivent après les questions économiques et sociales. Elles préoccupent les Québécois et il n'est pas exact qu'un parti en soit propriétaire », a souligné M. Couillard. Les libéraux auront d'abord, à l'interne, leur débat sur l'identité du Québec, « son caractère spécifique et distinct ».

Alexandre Cloutier, ministre des Affaires intergouvernementales, a taxé « d'improvisation » la démarche du chef libéral qui se lance dans « une grande conversation nationale » sans être capable de « dire ce qu'il revendique ». Le PLQ a déjà formulé dans le passé des demandes constitutionnelles. Il y a eu les cinq conditions de l'accord du lac Meech, puis celles de l'accord de Charlottetown. « À quel prix est-il prêt à signer la Constitution? », a demandé M. Cloutier.

Raymond Bachand Les attaques contre Couillard sont finies

Candidat malheureux dans la course à la succession de Jean Charest, Raymond Bachand n'a plus de commentaires à faire sur la proximité de Philippe Couillard avec le D^r Arthur Porter, une question qu'il avait pourtant soulevée plusieurs fois au cours des derniers mois. « Tout ce qui avait à être dit là-dessus a été dit. M. Couillard a fourni de larges explications et je suis satisfait. Je pense que la page est tournée », a dit M. Bachand, soutenant qu'il s'était fait l'écho de questions soulevées par les médias à l'époque. Au débat en

anglais, M. Bachand avait haussé le ton et attaqué son adversaire en insistant sur la relation d'affaires, son « partnership » avec le D^r Porter, aujourd'hui visé par des accusations de fraude – les deux hommes avaient fondé une société de consultation en santé, qui n'avait pas trouvé de mandat. « Il a répondu de façon satisfaisante. Parfois, dans la vie, votre voisin n'est pas l'homme que vous pensez! », a dit M. Bachand, qui entend rester à l'Assemblée nationale jusqu'aux prochaines élections.

— Denis Lessard

Recyc-Québec Contrats sous la loupe

QUÉBEC — Inquiet relativement à l'attribution de certains contrats de gré à gré par Recyc-Québec, le ministre de l'Environnement demande une vérification. Il a envoyé une lettre à ce sujet le 11 mars à la patronne de Recyc-Québec pour qu'on examine le processus d'attribution des contrats.

En se préparant pour l'étude des crédits, le ministre a notamment pris connaissance de quatre

contrats attribués de gré à gré à Nobilis Communications, une entreprise qui appartient à l'ex-vice-président des communications à Recyc-Québec. Leur valeur se situait juste sous les 25 000 \$, soit la somme à partir de laquelle un appel d'offres est nécessaire. D'autres contrats ont été attribués à des proches du Parti libéral, a rapporté hier le *Journal de Québec*.

— Paul Journet

Appels d'offres L'économie sociale pourra participer

Les entreprises en économie sociale pourront désormais participer à certains appels d'offres du gouvernement. La première ministre Pauline Marois et son ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, ont présenté hier un projet de loi-cadre sur l'économie sociale.

Le texte définit l'économie sociale, crée une table des partenaires et « pérennise

l'obligation pour le gouvernement de présenter un plan d'action renouvelé », annonce M. Gaudreault. L'État devra désormais « tenir compte » de ces entreprises quand il fera des commandes ou des appels d'offres, ajoute-t-il. L'enveloppe de 17 millions de dollars actuellement consacrée à l'économie sociale ne changerait pas avec cette loi.

— Paul Journet

Garderies Nicole Léger ne bronche pas

La ministre de la Famille, Nicole Léger, refuse de reculer sur les compressions de 56,2 millions de dollars, malgré la colère des centres de la petite enfance (CPE) et des garderies privées subventionnées. Elle se dit néanmoins prête à discuter d'autres « aménagements » pour atteindre l'objectif.

Elle a rencontré hier les représentants de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ). « Ça a été une rencontre fructueuse. Un comité de travail va se faire pour voir les solutions que peut apporter l'Association », a affirmé M^{me} Léger.

La ministre a l'intention de puiser 6,6 millions dans les surplus des CPE et de créer un nouveau barème de financement – réduit – pour les enfants de 4 ans afin de dégager 31,3 millions. Mais elle est ouverte à d'autres options. « L'Association me dit qu'il y a peut-être autre chose. On est en mode discussion et échange », a dit M^{me} Léger. Le directeur général de l'AQCPÉ a qualifié de « positive » la rencontre avec la ministre Léger. « Ça prédispose les deux parties à dialoguer et rechercher des solutions », a-t-il dit.

— Tommy Chouinard

MNP
SENCRL srl / LLP

PRÊT À DÉJOUER LA CORRUPTION?

Jusqu'où voulez-vous aller?

Lorsque vous découvrez de la corruption ou de la fraude dans votre entreprise, vous devez être prêt à réagir. Mais en situation de crise, savez-vous comment faire face à cette situation? Denis Hamel et son équipe travaillent en collaboration avec des organismes de réglementation, des avocats et des dirigeants d'entreprises afin de s'assurer qu'ils ont le soutien dont ils ont besoin à toutes les étapes du processus d'enquête. Depuis la détection précoce jusqu'à l'établissement d'une preuve concluante, ils possèdent les connaissances et l'expérience dont vous avez besoin pour protéger votre entreprise et votre réputation.

Communiquez avec Denis Hamel, CPA, CA, CA-EJC, CIRP, CFE ou à 514.861.2757 ou à l'adresse denis.hamel@mnp.ca.



COMPTABILITÉ > CONSULTATION > FISCALITÉ
MNP.ca

Partout où mènent
les affaires.



Êtes-vous tannés d'avoir mal aux pieds?

Très grande sélection de
chaussures et sandales tendance
avec ou sans ORTHÈSES.



POINTURES

6 à 15 pour homme
4 à 13 pour femme



Grand choix de LARGEUR

B à 6E pour homme
AAA à 4E pour femme



PLUS DE
300
MODÈLES

Chaussures Dupuis

3963, rue Wellington à Verdun
514.762.5184
www.chaussuresdupuis.com

À 2 minutes de marche de l'Église
À 5 minutes du pont Champlain

C'est compliqué...



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Selon les Rita Mitsouko, « les histoires d'amour finissent mal, en général ». On pourrait dire la même chose de la grande majorité des histoires entre les chefs politiques et leur parti. Surtout après une défaite électorale.

À voir l'accueil réservé par les militants libéraux à Jean Charest, la fin de semaine dernière à Verdun, on pourrait croire que cette relation, contrairement à bien d'autres, s'est bien terminée.

C'était la première fois, samedi soir, qu'on le voyait en public depuis sa défaite du 4 septembre, et Jean Charest n'a pas déçu ses partisans.

Tous les journalistes présents ont aussi reconnu le Jean Charest combattif, batailleur, mordant qu'ils ont suivi pendant des années, et tous ont noté ses pointes acerbes lancées vers le gouvernement Marois.

Du grand Charest, certes, mais ce n'était ni l'endroit ni le moment pour un tel discours, qui manquait d'élévation. Cela manquait de recul aussi, ce qui est normal, seulement six mois après une défaite électorale.

Visiblement, l'ancien chef libéral n'a toujours pas digéré sa défaite, les sondages, les critiques, et au lieu de parler de l'histoire et de l'avenir de son parti, il a réglé ses comptes avec le gouvernement présent.

« Il faut bien se faire plaisir », a avoué M. Charest après être sorti de son texte pour planter le gouvernement péquiste. Le devoir de réserve attendra. Pour le moment, M. Charest est encore profondément meurtri.

Un Québécois qui se serait réveillé d'un coma de six mois, hier soir, en écoutant Jean Charest n'aurait pas réalisé que celui-ci a quitté la politique et qu'il n'est plus le chef du Parti libéral. C'est comme s'il régnait toujours sur ses sujets libéraux.

Cette impression est trompeuse, parce que derrière les ovations, bien des libéraux reprochent à leur ancien chef d'avoir coupé le parti de sa base, d'en avoir fait une machine à gagner des élections et non à débattre d'idées, de les avoir muselés, d'avoir déclenché les élections au mauvais moment et avec une mauvaise stratégie (la rue contre la démocratie),

d'avoir toléré des pratiques douteuses, etc. Un ancien conseiller a même reconnu, en privé, que M. Charest avait attendu trop longtemps avant de déclencher une commission d'enquête sur l'industrie de la construction.

Le nouveau chef, Philippe Couillard, ne s'est pas gêné pour critiquer quelques décisions de son prédécesseur pendant la course à la direction, et tout le monde sait que les deux hommes n'ont pas beaucoup d'atomes crochus.

Reste à voir quel rôle voudra maintenant jouer Jean Charest. Effacé, discret, s'occupant de

On se souvient évidemment de René Lévesque, Saint-René, fondateur du parti et patron de la souveraineté, abandonné par les siens dans des circonstances plutôt sordides.

Lucien Bouchard, le héros qui les a presque menés à la Terre promise, accusé par la suite de ne pas être un « vrai » et même hué (*in absentia*, heureusement) lors d'un congrès du PQ (de même qu'un autre « impur », Pierre Marc Johnson), ce qu'il n'a jamais digéré!

Il y a aussi le « militant exemplaire », Bernard Landry, dont les très nombreuses

de couper tout lien avec Brian Mulroney. Les relations se sont depuis réchauffées, toutefois.

Kim Campbell et Joe Clark ne sont, quant à eux, qu'un vague mauvais souvenir chez les conservateurs qui les ont connus.

Au Parti libéral du Canada (PLC), on évoque le nom des trois derniers chefs (Ignatieff, Dion et Martin) en chuchotant, comme on parle de vieux secrets de famille honteux à table. Et John Turner? John qui?

La place de Jean Chrétien est différente. Il a été le dernier, après tout, à décrocher une majorité pour le PLC (en 2000) et ses talents d'orateur et de bête politique, comme ceux de Jean Charest, manquent aux libéraux. Par contre, il a quitté son poste, comme Jean Charest, dans une période trouble de son parti.

Les relations entre le Nouveau Parti démocratique et ses anciens chefs semblent plus harmonieuses. Alexa McDonough et Audrey McLaughlin ont carrément disparu (déjà qu'elles n'étaient pas très visibles quand elles étaient en poste) et Ed Broadbent, « Honest Ed », comme on le surnomme à Ottawa, est un patriarche respecté, mais discret.

Jack Layton, lui, est encore très présent, puisque les néodémocrates rappellent constamment son souvenir et son héritage.

Même mort, un ancien chef peut devenir une belle-mère.

Reste à voir quel rôle voudra maintenant jouer Jean Charest. Effacé, discret, s'occupant de sa nouvelle carrière ou, au contraire, belle-mère incapable de tourner la page?

sa nouvelle carrière ou, au contraire, belle-mère incapable de tourner la page?

Je pencherais pour la première option, mais à le voir heureux comme un enfant dans une confiserie, samedi soir, je n'exclus pas quelques incursions sporadiques, ce qui déplairait certainement à son successeur. Souvent compliqué, les histoires de partis et d'ex-chefs...

C'est particulièrement vrai au Parti québécois (PQ), qui a une riche histoire de belles-mères et de chefs déçus.

sorties publiques ont maintes fois embarrassé, parfois aussi profondément irrité, ses successeurs.

Le cas de Jacques Parizeau est unique: il est à la fois patriarche et belle-mère suprême. Chacune de ses apparitions provoque une commotion dans son parti. Et la joie chez ses adversaires.

Sur la scène fédérale, les chicanes de famille sont aussi fréquentes. Pensez seulement à Stephen Harper qui, dans la foulée de l'affaire Schreiber, avait ordonné à ses députés

Rôle du privé en santé Hébert veut revoir l'héritage de Couillard

Le ministre de la Santé, Réjean Hébert, entend refermer la porte au privé que Philippe Couillard avait largement ouverte avant de démissionner du gouvernement Charest, en juin 2008.

Dans l'une de ses dernières décisions à titre de ministre de la Santé, M. Couillard, nouveau chef du Parti libéral, a ajouté 53 interventions à la

liste des opérations que peuvent faire les cliniques privées. « Je compte refermer ces brèches-là le plus rapidement possible », a affirmé Réjean Hébert, hier. « Nous allons, de façon progressive, reprendre dans le public un certain nombre d'interventions diagnostiques et thérapeutiques. » L'opération se fera « sur un horizon de quelques années ».

La loi 33, adoptée en 2006 pour répondre au jugement Chaoulli, « ne sera pas nécessairement abrogée, mais on va faire en sorte qu'on puisse limiter le recours au privé, et que, lorsqu'il y a recours au privé, que ce soit financé par l'État », a précisé M. Hébert.

Le ministre veut encadrer davantage les services donnés par les cliniques

privées. « Je veux enlever les frais accessoires », par exemple dans le cas de la coloscopie. « Ce sera ça, notre stratégie: même si on fait appel au réseau privé, qu'il n'y ait pas de frais supplémentaires et que ce soit couvert par un financement public », a expliqué le ministre.

— Tommy Chouinard

Infiniti présente

SIGNEZ LA PERFORMANCE DE VOTRE VIE



LE MULTISEGMENT DE LUXE EX 2013

Location à **1,9%** sur 48 mois*
Mensualité de **337\$** avec 6 544 \$ en comptant initial
Prix à l'achat **42 025\$***

- 325 CHEVAUX
- TRACTION INTÉGRALE INTELLIGENTE
- ÉCRAN DE VISUALISATION DU PÉRIMÈTRETM LIVRABLE[†]
- 2^e RANGÉE DE SIÈGES RABATTABLE À COMMANDE ÉLECTRIQUE LIVRABLE

LE MULTISEGMENT JX 2013 POUR 7 PASSAGERS

Location à **2,9%** sur 48 mois*
Mensualité de **535\$** avec 7 757 \$ en comptant initial
Prix à l'achat **54 325\$***



- 3 RANGÉES DE SIÈGES POUR ACCUEILLIR 7 PASSAGERS
- 2^e RANGÉE DE SIÈGES COULISSANTE POUR UN ACCÈS FACILE À LA 3^e RANGÉE
- DISPOSITIF DE DÉTECTION DES COLLISIONS ARRIÈRE, UNE PREMIÈRE MONDIALE[†]
- LAURÉAT DU PRIX PARENT TESTED, PARENT APPROVED

OBTENEZ L'ENSEMBLE DIVERTISSEMENT **SANS FRAIS**

Sur les modèles de JX sélectionnés pour une durée limitée**



INFINITI

Performance inspirée

infiniti.ca

Park Avenue Infiniti
8805, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450-445-5799

Infiniti Laval
1950, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514-666-2710

Luciani Infiniti
4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514-731-7977

Spinelli Infiniti
345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
514-697-5222

* Le prix de vente pour un nouveau EX37 2013 (E65G73 AA00) / JX35 (J6TG13 CR00) est 42 025 \$/54 325 \$. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre et devoir commander ou échanger un véhicule. † Offre de financement à la location sur les nouveaux EX37 2013 (E65G73 AA00) / JX35 (J6TG13 CR00) seulement. Taux de financement à la location de 1,9%/2,9 % pour un terme de 48 mois. Mensualité à la location de 337 \$/535 \$ avec 6 544 \$/7 757 \$ en comptant initial ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente. Première mensualité requise à la signature du contrat. L'obligation totale de location est de 22 720 \$/33 437 \$. Location basée sur une allocation annuelle de 16 000 km avec kilométrages additionnels de 0,15 \$ le km. ** Pour une durée limitée, profitez de 2 300 \$ de rabais sur les modèles sélectionnés du JX (J6TG13 CR00/CR10 WR00/WR10 CU00/CU10 WU00/WU10), incluant 2 050 \$ en rabais au comptant et une contribution des concessionnaires de 250 \$. Cette offre sera déduite du prix négocié avant les taxes et peut être combinée à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. Le montant de 2 300 \$ équivaut à la valeur de l'ensemble divertissement, offert sur les modèles sélectionnés du JX. Pour toutes ces offres, les frais de transport et de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur le climatiseur (100 \$) et la taxe écologique sur les pneus neufs (30 \$) sont inclus. Les taxes, assurances, immatriculations et permis sont en sus. Les concessionnaires peuvent louer ou vendre à prix moindre et peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Ces offres sont disponibles jusqu'à minuit le 1er avril 2013 uniquement auprès d'Infiniti Canada Finance pour une durée limitée, sont sujettes à l'approbation de crédit et ne peuvent être combinées à aucune autre offre, à l'exception de l'offre de 2 300 \$ indiquée ci haut. Certaines conditions s'appliquent. Les véhicules et les roues peuvent différer de ceux qui sont illustrés. ‡ Le dispositif de prévention des collisions en marche arrière est une aide au stationnement et ne peut éliminer entièrement les angles morts ni vous avertir de la présence d'objets en mouvement. Il se peut que le dispositif de prévention des collisions en marche arrière ne détecte pas tous les objets. Regardez toujours autour de vous avant de déplacer votre véhicule. Le dispositif ne remplace pas les bonnes méthodes pour faire marche arrière. Retournez-vous toujours afin de vous assurer que vous pouvez reculer en toute sécurité. Visitez votre détaillant Infiniti le plus près ou infiniti.ca pour connaître tous les détails.

ACTUALITÉS

Recommandations du coroner sur le cellulaire au volant

La SAAQ se prononcera sous peu

FRANÇOIS VAN HOENACKER

La Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) compte réagir promptement aux recommandations du coroner Yvon Garneau, qui souhaite imposer pas moins de neuf points d'inaptitude aux conducteurs utilisant le cellulaire au volant.

C'est ce qu'a confirmé hier le porte-parole de la SAAQ, Mario Vaillancourt. « On a le rapport du coroner en main, on est actuellement à l'analyse du dossier et on devrait déterminer d'ici quelques semaines si la SAAQ remettra des recommandations au ministre des Transports du Québec », a-t-il indiqué.

« Est-ce qu'on va attendre qu'il y ait d'autres blessés, d'autres paraplégiques, d'autres morts? Il faut agir maintenant, *right now*. »

— Le coroner Yvon Garneau

D'ici là, le coroner Yvon Garneau souhaite que des mesures plus sévères soient adoptées le plus rapidement possible à l'endroit de ces conducteurs. « Est-ce qu'on va attendre qu'il y ait d'autres blessés, d'autres paraplégiques, d'autres morts? Il faut

agir maintenant, *right now* », dit-il sans détour. Dans son rapport dévoilé lundi, le coroner recommande d'amender le Code de la sécurité routière afin que l'utilisation du cellulaire au volant entraîne dorénavant neuf points d'inaptitude. Il suggère également d'imposer aux fautifs la saisie de leur téléphone pour une période de 30 jours. En vertu du Code de la sécurité routière, un conducteur qui utilise le cellulaire au volant est actuellement passible d'une amende de 115 \$ et de l'inscription de trois points d'inaptitude dans son dossier de conduite.

Le rapport passe au crible les circonstances de la mort d'Yves Vigeant, 51 ans, de Saint-Hyacinthe, et d'André Levasseur, 67 ans, de Sorel-Tracy. Le 25 octobre 2012, les deux hommes avaient été impliqués dans un violent accident de la route survenu sur une portion droite de la route 122 à Saint-Guillaume, près de Drummondville. « André Levasseur a été distrait en voulant répondre à son téléphone cellulaire et a percuté de plein fouet le véhicule conduit par Yves Vigeant », conclut le coroner dans son rapport.

Afin de déterminer si elle fera suivre les recommandations du coroner au ministre des Transports du Québec, la SAAQ devra notamment évaluer l'efficacité que pourraient avoir ces mesures auprès des

conducteurs. Le ministre des Transports du Québec n'est toutefois pas tenu de suivre les recommandations de la SAAQ.

Des mesures « insuffisantes »

Selon le porte-parole de la SAAQ, en plus des infractions prévues par la loi, des initiatives tentent déjà de décourager l'utilisation du cellulaire au volant, notamment certaines campagnes de sensibilisation. Pour sa part, le coroner est d'avis que ces mesures sont « insuffisantes » et espère que son message sera entendu. « Est-ce que je vais devoir réécrire d'autres recommandations dans ce genre, en gros caractères, en gras et soulignées trois fois? Je ne sais pas ce que ça va prendre », lance le coroner. Il soutient également que le fait de parler au téléphone cellulaire est aussi dangereux que d'envoyer des messages textes. Quant aux dispositifs mains libres, il rappelle qu'ils peuvent aussi causer des accidents et devraient ainsi être utilisés « en cas de nécessité seulement ».

Le porte-parole de la Sûreté du Québec (SQ) Daniel Thibodeau a indiqué que la SQ ne doit pas s'ingérer dans le processus de recommandations entre le coroner, la SAAQ et le ministère des Transports. « Ce que je peux vous dire, par contre, c'est que, de notre côté, toute loi qui peut améliorer le bilan routier serait la bienvenue », a-t-il dit.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Dans son rapport dévoilé lundi, le coroner recommande d'amender le Code de la sécurité routière afin que l'utilisation du cellulaire au volant entraîne dorénavant neuf points d'inaptitude.

EN CHIFFRES

Infractions en lien avec le cellulaire au volant

2009	48 782
2010	50 141
2011	56 598

99%

des Québécois considèrent qu'écrire ou lire un message texte en conduisant est assez ou très dangereux.


97%

des conducteurs savent qu'il est interdit d'utiliser un téléphone cellulaire tenu en main en conduisant un véhicule.

18%


des conducteurs qui ont un téléphone cellulaire avouent qu'il leur arrive d'envoyer des textos au volant.

Sources: Société de l'assurance automobile du Québec et Léger Marketing



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

REMARQUABLEMENT REMARQUABLE.



Les toutes nouvelles Lexus ES et ES hybride 2013.

Prix total de la Lexus ES 350: 41 595 \$[†]
Taxes et immatriculation en sus

CRÉDIT 1 500 \$[^] OFFERT
À LA LIVRAISON

ES ES 350 2013	Àcompte	Versement mensuel à la location de	Location ou financement de 48 mois à 3,5%*
	5 000 \$*	430 \$*	
	2 500 \$*	486 \$*	
	0 \$*	542 \$*	

*Dépôt de garantie non requis. Crédit à la livraison de 1500 \$[†] compris dans les paiements mensuels.

Meilleure maniabilité et une conduite plus silencieuse • Système Smart Key avec démarrage à bouton-poussoir • 10 coussins gonflables • Fonctionne à l'essence ordinaire

LEXUS HYBRID DRIVE

MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ 2012

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

<p>SPINELLI LEXUS LACHINE lexuslachine.com LACHINE 514 634-7171 • 1 800 352-61115</p>	<p>GABRIEL LEXUS lexusgabrielle.com SAINT-LAURENT 514 747-7777</p>	<p>PRESTIGE LEXUS lexusprestige.com BROSSARD 450 923-7777</p>
<p>SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE spinellilexus.com POINTE-CLAIRE 514 694-0771 • 1 877 694-0771</p>	<p>PARK AVENUE LEXUS SAINT-JULIE lexussaintejulie.com SAINT-JULIE 450 922-1833</p>	<p>LEXUS LAVAL lexuslaval.ca LAVAL 450 686-2710 • 1 800 625-3987</p>

Un crédit à la livraison de 1500 \$ est offert à l'achat comptant, à la location ou au financement au détail de la nouvelle Lexus ES 350, modèles sfx-A et -B* 2013 seulement. Ce crédit sera déduit du prix d'achat, de location ou de financement négocié après que les taxes aient été appliquées. Cette offre est d'une durée limitée et peut changer sans préavis. †Le prix total de Lexus du modèle neuf ES 350 sfx-A* 2013 est de 41 595 \$. Le prix total de Lexus comprend les frais de transport et de préparation (1995 \$), la taxe sur le climatiseur (100 \$) et les incitatifs. Taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus. *Les offres de location et de financement sont offertes par l'entremise de Lexus Services Financiers et sont conditionnelles à l'approbation du crédit des clients au détail admissibles. Le taux de location/financement de 3,5 % est offert sur tous les modèles neufs ES 350 2013. Exemple de location pour un modèle ES 350 sfx-A* 2013 et basé sur un terme de 48 mois au taux d'intérêt annuel de 3,5 % et le prix total de Lexus de 41 595 \$; équivaut à des paiements mensuels de 430 \$/486 \$/542 \$ avec acompte de 5 000 \$/2 500 \$/0 \$ ou échange équivalent; aucun dépôt de garantie et premier paiement mensuel exigible au début du contrat de location; l'obligation totale est de 25 646 \$/25 821 \$/25 995 \$; taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus; kilométrage limité à 90 000 km, des frais de 0,20 \$ pour chaque kilomètre excédentaire s'appliquent. **Exemple de financement comprenant les taxes pour un modèle ES 350 sfx-A* 2013 basé sur un terme de 48 mois au taux d'intérêt annuel de 3,5 % et le prix total de Lexus de 41 595 \$ (taxes en sus), avec un acompte de 0 \$; le paiement mensuel est de 1036 \$; le coût de l'emprunt est de 3 386 \$; pour une obligation totale de 49 710 \$; immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir leurs propres prix à leur discrétion. Les offres sont d'une durée limitée et sont valides uniquement pour les clients au détail admissibles chez les concessionnaires Lexus participants. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Les offres expirent à la fin du mois, sauf en cas de prolongation ou de révision. Consultez votre concessionnaire Lexus pour connaître tous les détails.



MEILLEURE QUALITÉ MEILLEURS PRIX www.fabricville.com

SOLDE CIRCULAIRE EN COURS!

Tout pour vos PROJETS de PÂQUES à partir de **99¢**



- tulle • chenille
- ruban • feutre
- imprimés de Pâques

et BEAUCOUP PLUS!

3 JOURS lun - mer SEULEMENT! 25 - 27 mars

LAMPES et accessoires UNIQUE

50% de rabais

AUJOURD'HUI et DEMAIN SEULEMENT 75% de rabais

Vogue

Coordonnée et panneaux Sesame STREET

40% de rabais

Coton et molleton sous licence

COTONNADE 50% de rabais

Popeline GRANDE de LARGEUR cour. 8,99m

DÉCOR SUR-MESURE
UN DÉCOR ABORDABLE
un décor à votre goût...

TOUS les TISSUS décor maison en magasin 50% de rabais

Lorsqu'utilisés pour une confection sur-mesure

10 JOURS EXPRESS

Draperie sur-mesure

De plus, ça VAUT le COÛT

Détails en magasin. Avec tout achat de 30\$ ou plus, obtenez un coupon rabais de 15\$

Cartes cadeaux

disponibles en magasin ou en ligne

Service à domicile GRATUIT 514.388.6600

CENTRE-VILLE 354, rue Ste-Catherine ouest 514.866.1821	MONTRÉAL 5250, rue Paré (à l'est de Décarie) 514.733.7118	PLACE VERSAILLES 7275, rue Sherbrooke est 514.493.6666
GALERIES LAVAL 1625, boul Le Corbusier 450.978.1313	CENTRE GREENFIELD PARK 3566, boul. Taschereau 450.672.6884	LASALLE 8469, boul. Newman 514.365.8045
DORVAL 2050, boul. St-Regis 514.683.4550	AVOISINANT LES PROMENADES ST-BRUNO 1311, boul. St-Bruno 450.653.1303	

Prix annoncés valables pour membres club elite seulement. Prix non-membres disponibles en magasin. Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

Moisissures à Louis-H. Lafontaine

Deux pavillons nécessitent des travaux totalisant « plusieurs dizaines de millions »

EXCLUSIF

PASCALE BRETON

Les écoles de Montréal ne sont pas les seules à être aux prises avec des moisissures. La direction de l'hôpital Louis-H. Lafontaine a dû déménager du personnel administratif en raison de la mauvaise qualité de l'air.

C'est le pavillon Bédard qui est principalement touché. Il n'accueille pas de patients, mais des employés de divers secteurs administratifs, notamment le comptoir postal. Vétuste et en état de décrépitude avancée, il a été construit il y a près d'un siècle, en 1917.

Des problèmes récurrents de drainage pluvial ont provoqué la formation de moisissures au sous-sol et au rez-de-chaussée. Des fuites s'échappent aussi du système de chauffage, vieux et inadéquat.

Le personnel s'est plaint de problèmes de santé au cours des dernières années. Au total, une trentaine d'employés ont été déplacés en novembre et en janvier. « À très court terme », aucun autre déménagement n'est prévu, explique Céline Morin, directrice des services administratifs et directrice adjointe de l'hôpital, devenu l'Institut

universitaire de santé mentale de Montréal.

La situation évolue sans cesse et d'autres transferts ne sont toutefois pas exclus. Le taux d'humidité est mesuré régulièrement dans les sections les plus « sensibles ». « Nous sommes proactifs. Nous n'attendons pas que la situation se dégrade et qu'il y ait des personnes malades avant d'agir. Nous faisons une surveillance toutes les semaines », affirme M^{me} Morin.

Construits dans les années 40 et 50, les autres pavillons de

de qualité de l'air généralisée. Les interventions à faire étaient localisées, ce qui a été fait », dit M^{me} Morin. Un local du pavillon Bédard est d'ailleurs condamné depuis près de trois ans maintenant. Depuis, d'autres secteurs du pavillon se sont ajoutés.

Le syndicat suit le dossier de près. « À une certaine période, une dizaine de personnes qui travaillaient principalement en ergothérapie, dans le pavillon Bédard, avaient été touchées », rappelle le vice-président du Syndicat

Le personnel s'est plaint de problèmes de santé au cours des dernières années. Au total, une trentaine d'employés ont été déplacés en novembre et en janvier.

l'Institut, où sont hospitalisés les patients, ne posent pas de problème, affirme la direction.

Un rapport en 2010

Les problèmes de moisissures à Louis-H. Lafontaine ne datent pas d'hier. En 2010, une firme externe a mené une analyse détaillée dans tous les pavillons. À ce moment, la direction de la santé publique de Montréal a été impliquée.

« Le rapport a démontré qu'il n'y a pas une problématique

des travailleurs de Louis-H. Lafontaine, Éric Clermont.

Actuellement, deux employés sont en arrêt de travail depuis plus d'un an.

Il faudra un coup de barre pour améliorer la situation, croit-il. « Il faut que les travaux se fassent », lance M. Clermont en ajoutant que « ça prend une action de Québec ».

La direction de l'Institut prépare un dossier pour que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal fasse



PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE

Des problèmes récurrents de drainage pluvial ont provoqué la formation de moisissures au sous-sol et au rez-de-chaussée du pavillon Bédard de l'hôpital Louis-H. Lafontaine.

des démarches auprès du gouvernement. Les travaux à faire sont majeurs dans le pavillon Bédard. Même chose dans le pavillon Riel, qui est adjacent et qui date de 1920.

« On parle de plusieurs dizaines de millions de dollars », dit Céline Morin en évoquant une évaluation encore très sommaire.

L'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal analysera le dossier présenté par l'Institut, lequel s'inscrit plus largement dans le plan directeur des immobilisations, explique la porte-parole, Marie-Josée Thibert. Si une situation urgente qui touche la santé du personnel survient, des fonds pourraient toutefois être débloqués.

Centre culturel de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson La Belgique plaide pour la sauvegarde

La Commission royale des Monuments et des Sites de Bruxelles vient de se joindre à la bataille pour la sauvegarde du centre culturel de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson. Dans une lettre officielle envoyée au ministère de la Culture et des Communications (MCC), la Commission se dit « émue » d'apprendre que le bâtiment est menacé et affirme

qu'il serait « judicieux de le protéger en lui donnant un statut particulier ». Dernier vestige du domaine de l'Estérel, vaste complexe de villégiature commandité en 1936 par le baron belge Louis Empain et conçu par l'architecte belge Antoine Courtens, le centre culturel serait sur le point d'être vendu par la Ville à un promoteur

immobilier, qui désire le transformer en centre récréotouristique – projet qui impliquerait d'importantes modifications à l'architecture d'origine. Ce scénario fait frémir les défenseurs du patrimoine, qui considèrent le bâtiment comme l'un des berceaux de l'architecture moderne au Québec, en particulier la Société d'histoire de Sainte-Marguerite qui milite

pour une restauration complète de l'édifice. La Commission royale de Bruxelles conclut sa lettre en « appuyant de toutes ses forces la demande de classement » introduite par l'organisme Docomomo, le Conseil des monuments et sites du Québec et la Société d'histoire de Sainte-Marguerite.

— Jean-Christophe Laurence

L'ÉVÈNEMENT
C'EST LE TEMPS
DE CHANGER

HYUNDAI NOUVELLES IDÉES.
NOUVELLES POSSIBILITÉS.*

LA PROMESSE HYUNDAI
POUR LA SONATA 2013

Modèle Limited montré

7 GARANTIE
ANS / 120 000 KM**

ET

OU ARGENT REMIS**

SONATA GL 2013

AUTOROUTE: 5,6L / 100KM*

FINANCEMENT À L'ACHAT*

0,99% POUR **84** MOIS

À VOUS POUR SEULEMENT

146 \$ AUX DEUX SEMAINES*
0 \$ COMPTANT

FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCL.

PRIX AU COMPTANT

25 679 \$

OU OBTENEZ JUSQU'À 3 450 \$ EN AJUSTEMENT DE PRIX! SUR AUTRES VERSIONS SÉLECTIONNÉES.

GARANTIE 5 ANS
100 000 KM

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km
Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km
Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

HyundaiCanada.com

* Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. Prix des véhicules montrés : Sonata Limited 2013 à partir de 30 679 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 565 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. ** Les offres de financement à l'achat pour les Sonata GL 2013, transmission automatique (à partir de 25 679 \$) à un taux annuel de 0,99 % pour 84 mois. Paiement de 146 \$ aux 2 semaines. Comptant initial requis de 0 \$. Coût de prêt 911 \$ pour une obligation totale de 26 590 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 565 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus des offres de financement à l'achat et sont payables au moment de la livraison. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. ** Les clients qui financent l'achat d'une Sonata 2013 neveu par l'entremise des programmes de prêt avec taux promotionnel de RBC ou de la Banque Scotia (excluant le programme Avantage concessionnaire pour emprunteurs ne bénéficiant pas d'une cote de crédit de premier ordre de la Banque Scotia) peuvent retourner le véhicule au concessionnaire d'origine après 7 jours et jusqu'à 30 jours suivant la livraison pour obtenir un remboursement complet. Pour être admissibles, les acheteurs doivent montrer un contrat de vente (ou un contrat de vente conditionnel) valide pour l'achat d'un autre véhicule neuf, l'odomètre de la Sonata ne doit pas excéder 2 000 km le jour du retour, et tout endommagement ne doit pas excéder 400 \$ de frais de réparation (l'acheteur est responsable des dommages). Le véhicule de reprise (le cas échéant) ne sera pas remis à l'acheteur. Offre non applicable aux achats au comptant. D'autres conditions et restrictions s'appliquent. Pour en savoir plus, visitez HyundaiCanada.com ou rendez-vous chez votre concessionnaire. * Les cotes de consommation d'essence de Sonata GL 2013, transmission automatique (Autoroute 5,6 L / 100 km; Ville 8,7 L / 100 km) sont basées sur les données du manufacturier. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. Le calcul des ajustements de prix se fait à partir du prix de base de chaque véhicule. Ajustements de prix jusqu'à 3 450 \$ offerts sur Sonata 2013 à l'exception des modèles de base (Sonata GL 2013, transmission automatique). Les ajustements de prix s'appliquent au prix avant taxe. Cette offre ne peut être combinée ou utilisée en conjonction avec toute autre offre disponible. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule requis. † Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication, sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. La garantie de 7 ans/120 000 km est composée de la couverture de 5 ans/100 000 km de la garantie globale limitée de Hyundai et d'une couverture supplémentaire de 2 ans/20 000 km en vertu du Plan de protection de Hyundai. La couverture supplémentaire est assujettie aux modalités et conditions du Plan de protection de Hyundai. Veuillez communiquer avec votre concessionnaire Hyundai pour connaître tous les détails. La garantie de 7 ans/120 000 km est offerte sur toutes les versions de la Sonata, à l'exception de la Sonata Hybrid.

ACTUALITÉS

Neuf mois de prison pour un internaute

Il avait menacé, sur Facebook, de commettre un acte terroriste au cours d'une manif

VINCENT LAROUCHE

Un internaute montréalais qui avait menacé, sur Facebook, de commettre un acte terroriste et qui s'était présenté à la manifestation contre le Sommet sur l'éducation supérieure avec du matériel incendiaire a été condamné hier à neuf mois de prison, en plus d'être banni pour trois ans des réseaux sociaux sur ordre d'un juge.

Au palais de justice de Montréal, Denis Marc Pelletier, 29 ans, a plaidé coupable à des accusations d'avoir fait craindre un acte terroriste, d'avoir menacé de causer la mort ou des lésions à « un show de 50 000 personnes » et de possession de matériel incendiaire, soit deux bouteilles remplies d'essence.

Le juge l'a immédiatement envoyé en prison. À la suggestion de la procureure de la Couronne, Lucie Martineau, il a aussi imposé une sévère probation à Pelletier. En vertu de celle-ci, à sa sortie de prison, il lui sera interdit de bloquer ou d'utiliser Facebook, Twitter ou tout autre réseau social sur l'internet pendant trois ans.

Un avertissement

Le 22 février, le résidant de Pointe-aux-Trembles a lancé une sorte d'avertissement sur sa page Facebook :

« Vous allez bientôt assister au terrorisme 2.0 made in Occident... camion de livraison piéger, attentat au parlement, des poste policier attaquer par des policier et check ben ca... je pensait jamais voir ca de ma vie mais oui, vous avez reprocher au retard leurs manque de visou dans leurs attentat... attendez de voir ce qui



Le 26 février, alors que la Division des enquêtes sur la menace extrémiste était sur sa piste, Denis Marc Pelletier s'est rendu à la place Émilie-Gamelin pour une manifestation contre le Sommet. Des policiers du Service de police de la Ville de Montréal l'ont arrêté.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

sevient... quebec je me souviens... exacte tu vas ten souvenir!!! (je suis prophète de malheure et on parle beaucoup des tech... ruine ma job, je fou des explosif dans un speaker a un show de 50 000 personnes-kamikaze », a-t-il écrit, textuellement.

Il a aussi dénoncé les gens « qui vont aller travailler au lieu de manifester » contre le Sommet sur l'éducation supérieure. Il a fait allusion au caporal Denis Lortie et a évoqué l'idée de s'immoler par le feu pour inciter à la révolution.

La Sûreté du Québec (SQ), qui avait mis en place une surveillance spéciale pour traquer les menaces de violence à l'approche du Sommet, a vite remarqué ses propos. Le 26 février, alors que la Division des enquêtes sur la menace extrémiste était sur sa piste, Pelletier s'est rendu à la place Émilie-Gamelin pour une manifestation contre le Sommet.

Il transportait dans un sac un briquet, une lingette et deux bouteilles de vin remplies d'essence.

Lorsqu'il a senti la pression monter en raison de la présence policière, il a brisé les bouteilles au sol, sans rien allumer. Des policiers du Service de police de la Ville de Montréal, qui avaient vu sa manœuvre, l'ont arrêté.

Une documentation troublante

Chez lui, la SQ a saisi 200 pages de documentation sur la fabrication de bombes et des photos d'explosifs. Des documents qu'il n'a pas

rédigés lui-même, a souligné son avocat, Serge Lamontagne, mais qui démontrent tout de même un « état d'esprit », a rétorqué le juge Jean Marquis. Ce dernier a déploré la multiplication des menaces sur les réseaux sociaux.

« Il s'agit d'un comportement qui, malheureusement, est de plus en plus dispersé, de plus en plus important, où les gens se servent des nouvelles technologies pour essayer de créer un climat d'insécurité, un climat de peur », a déploré le juge.

Magnotta s'effondre dans le box

L'audience devrait reprendre ce matin

CHRISTIANE DESJARDINS

Après une suspension d'une demi-journée en raison d'un malaise de l'accusé, l'enquête préliminaire de Luka Rocco Magnotta devrait se poursuivre comme prévu, ce matin.

L'événement a surpris tout le monde, hier. En fin de matinée, après la présentation d'une vidéo, M. Magnotta a demandé une pause de cinq minutes. La juge Lori Renée Weitzman a plutôt décrété la pause du midi. M. Magnotta a fait quelques pas en direction du quartier de détention, mais il n'a pas eu le temps de s'y rendre. Il s'est effondré dans le box et est resté par terre. L'agent des services correctionnels a demandé de l'aide et la salle a été évacuée. À 14 h, à la reprise de l'audience, M^e Luc Leclair a indiqué que son client ne se sentait toujours pas bien, et qu'il devait prendre ses médicaments et retourner à Rivière-des-Prairies. La juge a ajourné la séance jusqu'à ce matin.

qu'il devait prendre ses médicaments et retourner à Rivière-des-Prairies. La juge a ajourné la séance jusqu'à ce matin.

Très peu expressif

Magnotta, accusé du meurtre et du démembrement de Lin Jun, est très peu expres-

division des crimes technologiques du Service de police de la Ville de Montréal. C'est dans le cadre de ce témoignage qu'une vidéo d'une dizaine de minutes a été présentée. Assis dans le box, Magnotta avait les yeux rivés sur le sol pendant une partie de l'exercice

À 14 h, à la reprise de l'audience, M^e Luc Leclair a indiqué que son client ne se sentait toujours pas bien, et qu'il devait prendre ses médicaments et retourner à Rivière-des-Prairies. La juge a ajourné la séance jusqu'à ce matin.

sif depuis le début de son enquête préliminaire. La plupart du temps, il est immobile.

Hier, le procureur de la Couronne, Louis Bouthillier, a appelé à la barre Nadine Paoliello, policière de la

et, la plupart du temps, il avait une main devant sa bouche. Il lui est arrivé de s'essuyer les yeux avec un mouchoir de papier.

Après la présentation de la vidéo, M^e Bouthillier s'apprêtait

à poursuivre son interrogatoire de M^{me} Paoliello quand Magnotta a fait comprendre à l'agent des services correctionnels qu'il avait besoin d'une pause.

Le père de Lin Jun absent

Rappelons que Lin Jun, 33 ans, étudiant à l'Université Concordia, est mort le 25 mai dernier. Le père, la mère et la sœur du défunt sont venus de Chine pour assister à l'enquête préliminaire de l'homme qui est accusé du meurtre. Jusqu'ici, seul le père, Lin Diran, est venu. Il n'était pas là hier, ni avant-hier.

L'enquête préliminaire est sur les rails depuis la semaine dernière. Jusqu'ici, 19 témoins ont été appelés à la barre. La salle d'audience, qui compte très peu de places, est toujours bondée.

Cyberattaque contre le SPVM

Un mois après que des pirates eurent diffusé le nom, les fonctions et le numéro de téléphones d'employés du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), voilà que des photos d'agents circulent depuis quelques jours sur le web. Le SPVM a confirmé qu'il avait été victime d'une nouvelle attaque informatique, mais n'a pas souhaité faire de commentaires. En mai 2012, le collectif Anonymous avait piraté le site du SPVM et en février 2013, un individu signant Le Peuple en avait fait de même.

— Marie Michèle Sioui

Jamaïque Canadiens arrêtés

Deux Canadiens ont été arrêtés en Jamaïque pour possession illégale de munitions, dans la ville touristique d'Ocho Rios. Leur identité n'a pas été dévoilée et aucun autre détail n'a été divulgué.

— Associated Press

ICI

LA PERFORMANCE
EN PRATIQUE

Mouvement
québécois
de la
qualité

Bienvenue à notre conseil d'administration pour 2013-2015

514 874-9933 / 1 888 874-9933
www.qualite.qc.ca



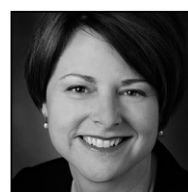
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Roch L. Dubé
Président et chef de la direction DUBÉ & CO



Olivier de Brouwer, ing.
Directeur, Assurance de la qualité et amélioration continue
ESTERLINE/CMC ÉLECTRONIQUE



Lucie Dandois
Directrice, Performance organisationnelle
Vice-présidence — Ressources humaines
HYDRO-QUÉBEC



Line Provencher
Associée, Groupe-conseil stratégie et performance
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON



Bertrand Verbruggen
Directeur, Développement des entreprises
MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE



Stéphan Côté
Directeur d'usine, Cascades Re-Plast
CASCADES INC.



Pierre Hamel
Dirigeant principal de la technologie
FUJITSU CANADA



Mario Langlois
Directeur, Qualité ingénierie et système de gestion de la sécurité
BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE



Jean-Pierre Sablé
Vice-président, Stratégies et Marketing
MOUVEMENT DESJARDINS



Jerry Touzel
Directeur, Ressources humaines et ABS
ALCOA CANADA GROUPE PRODUITS PRIMAIRES

MONDE



PHOTO ODED BALLITY, ASSOCIATED PRESS

Le pape François, peu avant de célébrer sa messe d'inauguration, durant laquelle il a prononcé un sermon axé sur le don de soi aux plus faibles.

INTRONISATION DE FRANÇOIS

Le cœur des fidèles déjà conquis

La papauté de François a été officialisée hier dans une messe joyeuse et solennelle. Mais même avant qu'il n'apparaisse sur la nouvelle papamobile sans toit ni vitre – symbole d'ouverture s'il en est –, le pape argentin avait déjà conquis le cœur des 150 000 pèlerins sur la place Saint-Pierre.



MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE
ROME

Après avoir payé sa note d'hôtel lui-même jeudi, blagué avec les journalistes samedi et pris un bain de foule sur la place Saint-Pierre dimanche, la question s'imposait hier à la messe

d'inauguration: que ferait le pape François ensuite? Se ferait-il soulever en héros par les pèlerins pour une séance de crowd surfing?

Le pape argentin est demeuré les deux pieds sur terre, mais il n'avait pas perdu de sa bonhomie des derniers jours. À la fin de sa procession en papamobile, il est descendu dans la foule pour embrasser un handicapé ici et bénir un enfant là, serrant des mains au passage.

« On avait besoin d'un pape comme lui, dit Elisa Panarotti, 48 ans, qui avait

voyagé toute la nuit en autocar pour être à la cérémonie. Ce pape va faire réfléchir les politiciens. »

Et comme si les paroles de la chrétienne étaient prophétiques, le pape a lancé un message environnementaliste et pro-vie aux dirigeants du monde dans son homélie, sous le regard attentif de 132 délégations et de 31 chefs d'État, dont le dictateur zimbabwéen Robert Mugabe.

« À tous ceux qui ont des positions d'autorité en économie, en politique et dans la société... aidez-nous à protéger la création, le plan divin inscrit dans la nature, à protéger chacun de nous et l'environnement », a-t-il dit dans un sermon axé sur le don de soi aux plus faibles, un thème qui s'annonce comme le pivot de son pontificat.

La politique était également à l'esprit d'Argentins

qui ont profité de l'intronisation pour revendiquer les îles Malouines, occupées par les Britanniques au large de leurs côtes depuis 180 ans. Ramirez Alejandro brandissait une pancarte avec une citation du cardinal Bergoglio à ce sujet: « La plaie est encore ouverte. » « J'espère qu'il usera de son influence pour libérer les Malouines », dit l'homme de 41 ans.

Un nouveau Jean-Paul II?

Hors des discours politiques, chacun dans la marée de fidèles semblait se reconnaître dans le nouveau pape. « Nous avons une chaleur humaine semblable à la sienne », dit le prêtre congolais Delphin Nkumu.

Le succès monstre de François est un cadeau du ciel pour le Vatican, croit l'expert Alessandro Speciale. « Les

LE QUÉBEC ET LE CANADA PRÉSENTS

Pauline Marois a envoyé son vice-premier ministre François Gendron (ami de la famille du cardinal Marc Ouellet) à la cérémonie pour représenter le Québec. Du côté fédéral, c'est le gouverneur général David Lloyd Johnston qui a eu le privilège de serrer la main du pape, une expérience qu'il a qualifiée d'« inoubliable ».

— Mali Ilse Paquin

cardinaux devront suivre son style s'ils veulent relancer la mission d'évangélisation, dit le journaliste pour Religion News Service. Il est encore trop tôt pour savoir s'il sera aussi populaire que Jean-Paul II, mais tous les signes annonciateurs sont là. »

Résultats des tirages du : 2013-03-19

Lotto 6/49 3 4 1 3 4 3 5 5

Sprinto 02 16 20 31 50

Nouveau jeu éclair!
Deux façons de gagner :
jeu éclair en magasin et tirage en soirée.
Jusqu'à 100 000 \$* à gagner!
*Détails à lotoquebec.com

Lotto 6/49 4 8 R R R Extra 0595516

13

Millionnaires
GRÂCE À LA LOTERIE
DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2013

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
16 NOVEMBRE 05 LION

Banco
05 13 14 16 19 23 24 25 30 34
35 36 37 40 44 53 54 57 60 67

Triplex 05 12
26 32 36

Quotidienne 3 496
4 1538

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Inde Les sanctions contre le viol renforcées au Parlement

La Chambre basse du Parlement indien a approuvé hier un projet de loi renforçant les sanctions contre le viol et les autres agressions à caractère sexuel, trois mois après le viol et la mort d'une étudiante qui

avaient profondément choqué le pays. Le projet de loi, qui doit à présent être approuvé par la Chambre haute, prévoit une peine de prison de 20 ans minimum pour viol collectif, susceptible d'être commuée

en détention à perpétuité. Le texte prévoit également la peine capitale en cas de mort de la victime d'un viol ou au cas où la victime se retrouverait dans un état végétatif. « Il s'agit seulement d'un premier pas sur un parcours de 1000 miles », a déclaré à la fin du débat de sept heures la députée Harsimrat Kaur Badal. Aux termes de la législation actuelle, l'auteur d'un viol encourt une peine de 7 à 10 ans de prison. L'approbation du projet de loi survient quatre jours après le viol collectif d'une campeuse suisse dans l'État du Madhya Pradesh, une agression qui interroge sur la sécurité des touristes en Inde, où les exactions sexuelles sont fréquentes. Une commission nommée en janvier par le gouvernement fédéral s'était prononcée en faveur du durcissement des sanctions en cas de sévices sexuels.

— Agence France-Press

SANTÉ JEUDI

TOXIQUE LE SUCRE?

Tous les jeudis dans **LA PRESSE**

Nos préarrangements, nous les avons faits avec des gens de parole, des gens d'ici.

Jacques et Rita

Alfred Dallaire | MEMORIA

80 ans d'histoire

514.277.7778
memoria.ca

PORTRAIT EN TROIS TEMPS

LAURA-JULIE PERREAULT

Ghassan Hitto, premier ministre en exil

Dans la nuit de lundi à hier, les forces d'opposition au gouvernement de Bachar al-Assad ont choisi un premier ministre intérimaire qui sera à la tête d'un gouvernement en exil, baptisé la Coalition nationale syrienne. Portrait en trois temps de Ghassan Hitto, politicien accidentel.



Ghassan Hitto

PHOTO: OZAN KOSE, AFP

1 Hommes d'affaires texan

Même s'il est né en 1953 à Damas, dans une famille kurde, c'est aux États-Unis, où il vit depuis les années 80, que Ghassan Hitto a bâti sa carrière. Titulaire d'un MBA de l'Université Wesleyan, en Indiana, il travaille dans le milieu des nouvelles technologies et des communications au Texas depuis près de 25 ans, dont plus de 15 ans comme haut gestionnaire. Marié à une enseignante, il a quatre enfants, tous nés aux États-Unis. L'un d'entre eux, Obaida, 25 ans, a décidé l'an dernier de se joindre aux rebelles de l'Armée syrienne libre, à titre de vidéaste.

2 Humanitaire improvisé

Marchant dans les traces de son fils, Ghassan Hitto a décidé de quitter son emploi en novembre dernier pour « se joindre à la révolution syrienne ». Il s'est rapidement intéressé aux besoins humanitaires des Syriens habitant dans les zones contrôlées par les rebelles. Prenant les rênes de l'aile humanitaire de la Coalition nationale syrienne, il a vite bâti des relations diplomatiques avec les pays donateurs, dont les États-Unis, et demandé une étude pour évaluer les besoins réels des Syriens vivant dans les zones de combat ou dans des camps de réfugiés. Ses succès dans cette entreprise n'ont pas tardé à être remarqués.

3 Premier ministre

La candidature de Ghassan Hitto n'a pas fait consensus. Lors du vote qui lui a permis de devenir premier ministre dans la nuit de lundi à hier, il a tout juste récolté 35 votes de plus que son plus proche rival. Les analystes estiment que le Syrien-Américain, réputé très religieux, est le choix des Frères musulmans de Syrie, mais rallie aussi une partie de l'opposition libérale. Son principal mandat sera d'unir les rebelles et les forces d'opposition. Il devra aussi former un gouvernement qui tentera de camper son autorité sur les régions du nord-est de la Syrie contrôlées par l'Armée syrienne libre. Afin d'établir la crédibilité internationale de la Coalition, M. Hitto compte demander un siège pour son organisation aux Nations unies et à la Ligue arabe.

— Avec le *New York Times*, *Al-Jazira*, *Gulf News*, *The Guardian*



PHOTO AFP/KCNA VIA KN

Ri Sol-ju, femme de Kim Jong-un

Corée du Nord Robes à pois et batteuses manuelles, objets les plus achetés

En Corée du Nord, les robes à pois et les batteuses de foin manuelles figurent parmi les objets les plus achetés l'an dernier, selon un institut de recherche de Séoul. L'engouement pour les robes à pois est dû à la jeune femme du dirigeant, Ri Sol-ju, vue plusieurs fois à la télévision vêtue de ces imprimés, précise l'institut. « Les jeunes Nord-Coréennes suivent avec attention le style de la première dame et essaient de suivre son exemple », a déclaré hier à l'AFP Dong Yong-seung, analyste au Samsung Economic Research Institute. M^{me} Dong compile depuis 2010 une liste des 10 produits les plus prisés par les habitants de Corée du Nord, l'un des pays les plus isolés du monde, en se basant sur des entretiens avec les transfuges et les commerçants chinois à la frontière qui se rendent dans le pays voisin. Les batteuses manuelles signalent la persistance des coupures d'électricité et le manque d'énergie dans les campagnes, souligne la chercheuse.

— Agence France-Presse

Corée du Nord Le régime voit Washington en flammes

La Corée du Nord a diffusé hier une nouvelle vidéo de propagande dans laquelle la Maison-Blanche et le Capitole à Washington subissent un déluge de feu. Ce film de quatre minutes, intitulé *Des tempêtes de feu vont s'abattre sur les quartiers généraux de la guerre* (<http://y2u.be/DyapeCiO19A>), a été publié lundi sur la chaîne YouTube du site officiel du régime nord-coréen, Urirminzokkiri. La première moitié fait défiler des photos de chasseurs, de bombardiers B-52 et de porte-avions américains. « Seconde après seconde, la guerre nucléaire se rapproche », assure une commentatrice. La vidéo montre ensuite la Maison-Blanche dans une ligne de mire, puis le dôme du Capitole explosant dans une gerbe de feu. Les trucages sont produits grâce à des techniques d'animation relativement élémentaires.

— Agence France-Presse

LOCATION AUX DEUX SEMAINES

maintenant disponible

sur certains modèles

Vous avez bien vu : La Civic à un prix jamais vu.



CONCOURS CIVIC

FAITES L'ESSAI DE LA NOUVELLE CIVIC 2013

ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UNE CROISIÈRE DANS LES ÎLES TURQUOISES*

Remise additionnelle disponible avec le programme

FAITES L'ESSAI DE LA NOUVELLE CIVIC 2013

Civic DX 2013

En location

82\$[†]

aux deux semaines pendant 60 mois

1 495\$ acompte
24 000 km/année
Transport et préparation inclus



HONDA

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

* L'offre de location-bail aux deux semaines pour une période de 60 mois pour un total de 130 paiements est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2013 neuve (modèle FB2E2DEX). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 495\$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule (PDSF): 16 935\$, transport et préparation inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le constructeur et valides sur les véhicules en inventaire. Photo à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. * Aucun achat requis. Pour participer, il suffit de faire l'essai routier d'une Civic 2013 entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2013. Concours réservé aux personnes majeures résidant au Québec qui détiennent un permis de conduire valide. Tirage le 1^{er} mai. Croisière d'une semaine pour deux personnes d'une valeur approximative de 8 000\$, incluant 2 000\$ d'argent de poche. Certaines restrictions s'appliquent. Règlement complet au www.civic15ans.ca. * Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO REUTERS

Syrie
Armes chimiques utilisées?

Le régime et les rebelles se sont accusés mutuellement hier d'avoir utilisé des armes chimiques, pour la première fois en deux ans de conflit en Syrie. Les États-Unis ont dit ne disposer d'aucune preuve sur un tel recours, mais la Russie a repris à son compte les accusations du régime de Bachar al-Assad à ce sujet.

— Agence France-Presse



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

RDC
Reddition-surprise du « Terminator »

Saluant la reddition-surprise du général rebelle congolais Bosco Ntaganda à l'ambassade des États-Unis au Rwanda, la Cour pénale internationale cherchait hier à obtenir son transfert « immédiat » à La Haye afin de le juger. Surnommé « Terminator », il est soupçonné de crimes contre l'humanité en République démocratique du Congo.

— Agence France-Presse



PHOTO AP/MALALA PRESS OFFICE

Grande-Bretagne
Rentrée scolaire pour Malala

Malala Yousafzai, la jeune Pakistanaise rescapée miraculeusement d'un attentat des talibans, a fait sa rentrée dans un collège de Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, un mois et demi après avoir été opérée à la tête. « Je suis ravie d'avoir réalisé mon rêve aujourd'hui en retournant à l'école », a-t-elle dit.

— Agence France-Presse



PHOTO REUTERS/U.S. MARINE CORPS

États-Unis
Explosion dans une base militaire

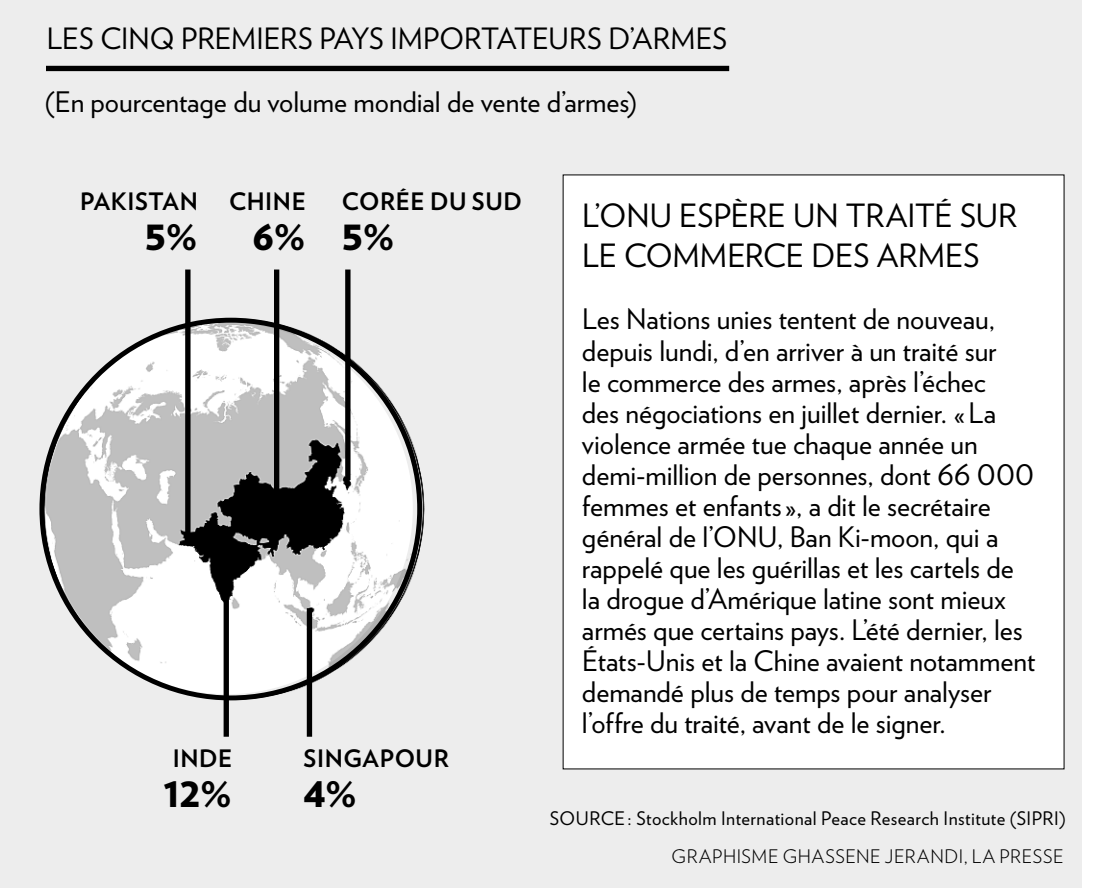
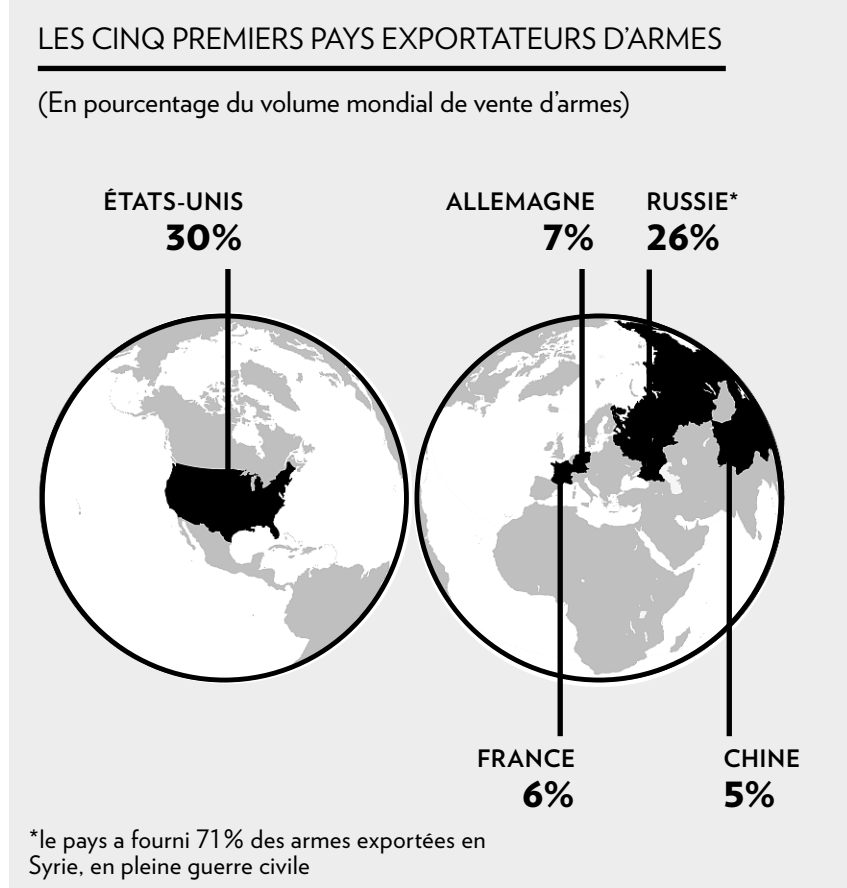
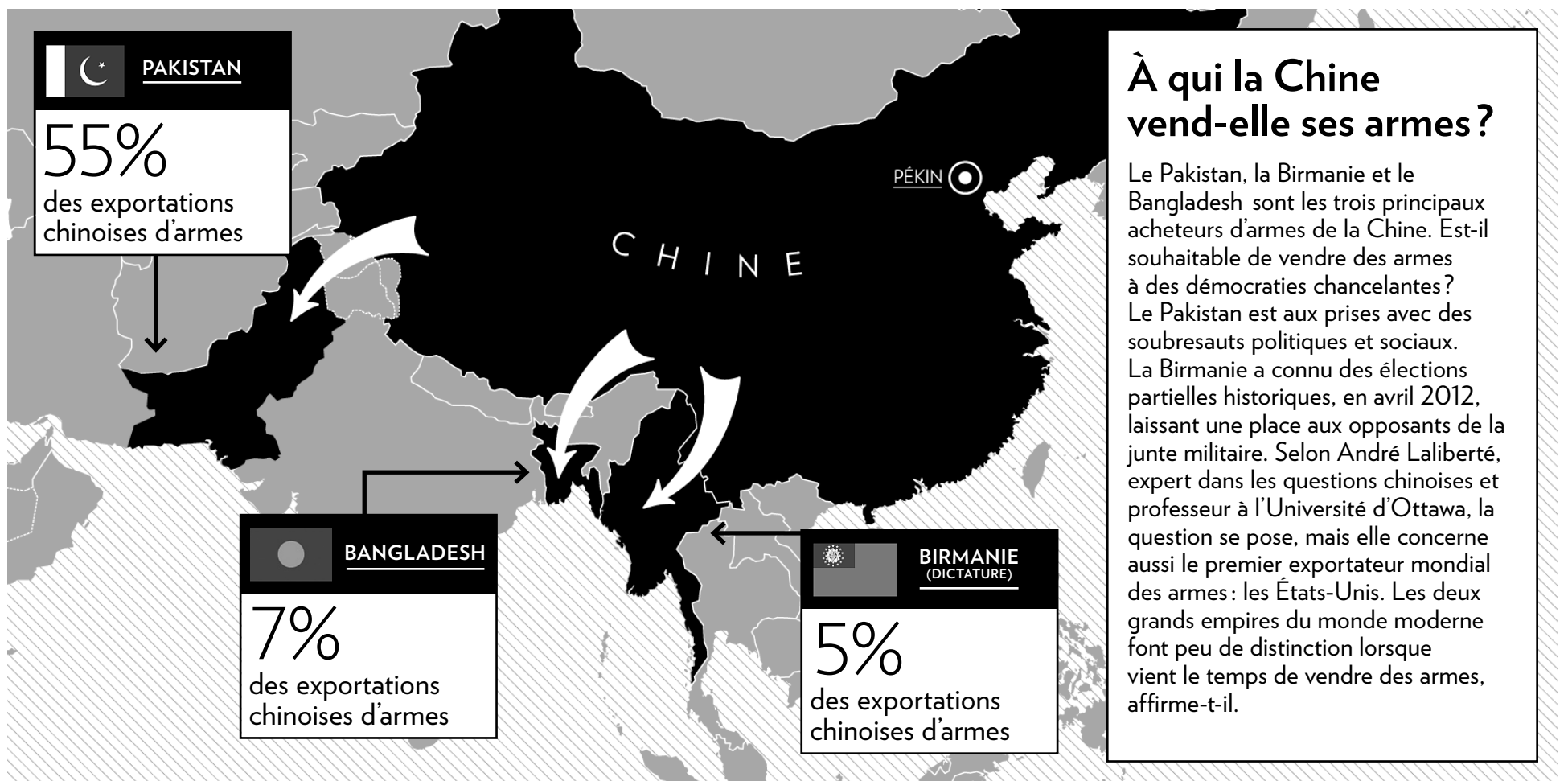
Une explosion accidentelle survenue dans la nuit de lundi à hier a fait sept morts et plusieurs blessés à la base militaire d'Hawthorne, dans le Nevada. Selon les premiers éléments, l'accident s'est produit lors d'un entraînement avec des munitions réelles. Un obus de mortier de 60 mm aurait explosé dans son tube.

— Agence France-Presse

La Chine : nouveau carrefour international des armes

HUGO PILON-LAROSE

Le commerce des armes conventionnelles est un marché planétaire, et surtout florissant. Il génère des transactions atteignant plus de 70 milliards de dollars par an. La Chine, comme dans plusieurs autres industries, est devenue incontournable. Pour la première fois depuis 1950, la Grande-Bretagne ne fait plus partie des cinq premiers pays exportateurs d'armes. L'empire du Milieu a pris sa place. Mais surprise, le pays figure également parmi les cinq premiers pays importateurs. Portrait d'un pays qui est le nouveau carrefour international des armes.



NEW YORK

440 000 arrestations pour possession de cannabis en 10 ans

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — New York serait-il la capitale mondiale des arrestations pour possession de cannabis? Quelque 440 000 interpellations y ont eu lieu de 2002 à 2012, auxquelles la police a consacré un million d'heures de travail, selon un rapport publié hier.

Ce rapport du groupe Drug Policy Alliance (DPA), favorable à la dépénalisation de la marijuana, a été préparé à

la demande de membres du conseil municipal et de l'Assemblée législative de l'État. Il montre que durant les mandats du maire de New York Michael Bloomberg, 439 056 personnes ont été interpellées pour possession de cannabis. Quelque 85 % d'entre elles étaient des jeunes noirs et hispanophones.

Si l'on considère qu'un policier passe au moins deux heures et demie à gérer ces interpellations – transfert au

poste, rassemblement d'informations, rapport écrit, relevés d'empreintes, photo, etc. –, cela représente plus de 1 million d'heures de travail passées sur ce dossier, souligne la DPA.

« Cela revient à avoir 31 policiers travaillant 8 heures par jour, 365 jours par an, pendant 11 ans sur ce seul dossier », insiste encore le groupe, précisant que pendant ce temps, les policiers ne se consacrent pas à d'autres « crimes sérieux ».

75 millions par an

La lutte contre la possession de marijuana coûte à la collectivité 75 millions de dollars par an, indique également la DPA, qui affirme que les gens arrêtés ont au total passé 5 millions d'heures en détention en 11 ans.

« Nous ne pouvons pas continuer à arrêter des dizaines de milliers de jeunes chaque année pour possession de marijuana », s'indigne dans ce rapport Alfredo

Carrasquillo, un défenseur des droits civiques du groupe VOCAL-NY.

Ce rapport est publié alors que le gouverneur et l'Assemblée législative de l'État de New York négocient une modification de la loi sur la possession de cannabis.

Le gouverneur démocrate Andrew Cuomo souhaite dépénaliser la possession de moins de 15 grammes de marijuana, y compris sur la voie publique.

Vague d'agressions antiarabes en Israël

Barack Obama arrive dès aujourd'hui au Moyen-Orient pour tenter d'ouvrir le dialogue sur la question palestinienne. Alors qu'il entame sa première visite en Israël en tant que président américain, les agressions contre la population arabe augmentent en sol israélien. Une violence ordinaire qui suscite l'inquiétude, explique notre collaboratrice.



PHOTOS AGENCE FRANCE-PRESSE / REUTERS

Ci-dessus, une affiche du parti nationaliste d'Avigdor Lieberman, qui a récemment affirmé que « sans loyauté, il n'y a pas de citoyenneté », en référence aux Arabes israéliens. À droite, des partisans du Beitar Jérusalem, club de soccer qui, jusqu'à tout récemment, n'avait jamais aligné des joueurs non-juifs.

LESLIE REZZOUG
COLLABORATION SPÉCIALE

TEL-AVIV — Propos racistes, agressions en pleine rue, jets de pierres... Ces derniers temps, la liste des attaques à l'encontre d'Arabes israéliens n'en finit plus de s'allonger.

Le 6 mars, Wahad Abu-Zamira, professeure de la banlieue de Tel-Aviv, a été prise à partie par un groupe de jeunes à Jérusalem, au moment où elle rentrait avec une collègue. Trois jours plus tard, trois adolescents de Nazareth ont été arrêtés pour avoir insulté une femme arabe en la pressant violemment de quitter le quartier. Enfin, jeudi dernier, le tribunal d'instance de Jérusalem a émis un acte d'accusation contre l'un des partisans du club de football du Beitar Jérusalem après que ce dernier eut délibérément endommagé un véhicule appartenant à un homme arabe.

Si ces incidents ne sont pas nouveaux en Israël, ils revêtent aujourd'hui un caractère particulièrement inquiétant. « Les nouvelles formes de cette violence ordinaire sont alarmantes,

indique Élisabeth Marteu, docteure en science politique et professeure à la Sorbonne. Aujourd'hui, les attaques sont devenues routinières, presque banales. Il est également intéressant de noter que ce sont désormais des adolescents de plus en plus jeunes qui perpètrent ce genre d'action. »

Une minorité de jeunes Israéliens, prêts à en découdre, en viennent à transposer la violence du conflit israélo-palestinien à leur vie quotidienne, glissant progressivement de l'affrontement idéologique à une démonstration concrète de haine.

Malaise profond

« Ce racisme aveugle me fait peur. On assiste en ce moment à des dérives de plus en plus incontrôlables dans l'espace public », s'inquiète Michal Pinto, étudiante à Tel-Aviv.

Pour Jacques Bendelac, économiste et sociologue installé à Jérusalem, auteur de l'ouvrage *Les Arabes d'Israël, entre intégration et rupture*, ces méfaits sont surtout la preuve tangible du malaise profond d'une frange oubliée de la jeunesse.

« Ceux qui attaquent des Arabes dans la rue viennent très souvent de quartiers défavorisés. Face à l'accroissement des inégalités, ils voient là un moyen de faire entendre leurs voix. En Israël comme ailleurs, marginalité et pauvreté sont des terrains extrêmement fertiles pour l'extrémisme », se désolait-il.

« On demande [aux Arabes d'Israël] à la fois de se sentir pleinement israéliens, mais en même temps, on les rejette. Résultat, le processus d'intégration est complètement enrayé. » — Jacques Bendelac, économiste et sociologue

De leur côté, les autorités israéliennes dénoncent avec force ces agressions et tentent d'endiguer la violence. Afin de sensibiliser les plus jeunes, le ministère de l'Éducation a notamment décidé la semaine dernière d'ouvrir le dialogue. « À cause des nombreux incidents violents et racistes des derniers jours, une heure sera consacrée en classe à la discussion afin de

lutter contre ce genre de dérive et de la prévenir », détaille le ministère dans un communiqué publié le 10 mars.

Une initiative positive, mais qui semble insuffisante. « Aucun acteur n'est réellement investi sur cette question, déplore Élisabeth Marteu. Beaucoup d'associations focalisent sur les bavures policières

suspicion à l'égard des Arabes israéliens », ajoute Michal Pinto.

En ligne de mire, le leader du parti nationaliste Israël Beitanou, Avigdor Lieberman, qui a récemment affirmé que « sans loyauté, il n'y a pas de citoyenneté ». « C'est une attaque à peine voilée contre les Arabes israéliens. À la Knesset, on entend désormais un discours politique violent sur la soi-disant "déloyauté" des Arabes », analyse Élisabeth Marteu.

« Ce genre de déclaration plonge les Arabes d'Israël dans une position paradoxale », ajoute Jacques Bendelac. « On leur demande à la fois de se sentir pleinement israéliens, mais en même temps, on les rejette. Résultat, le processus d'intégration est complètement enrayé. » Entre crispation et radicalisation identitaire, le dialogue entre Juifs et Arabes semble de plus en plus compliqué en Israël. Des difficultés que les deux communautés devront malgré tout dépasser si elles veulent continuer à vivre ensemble.

MARRAKECH

L'ÉNERGIE QUI VOYAGE EN VOUS

www.marrakech.travel

TRAVEL FOR REAL*
* voyagez pour de vrai

الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc

Les ailes du Maroc

Plus de 7 vols directs par semaine vers le Maroc

Centre d'appel : 1 800-361-7508

www.royalairmaroc.com

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trotter > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Une culture dysfonctionnelle



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

L'administration de transition devait marquer la première étape d'un renouveau à Montréal. On s'en souviendra plutôt comme le dernier geste d'un régime qui a fait son temps. L'histoire ahurissante de Guy Hébert, au-delà du manque de jugement de ce dernier, montre en effet comment les années de pouvoir d'Union Montréal ont vicié la culture organisationnelle de l'administration municipale. Une culture dysfonctionnelle encore présente aujourd'hui.

Les démissions en série des directeurs de la Ville depuis 10 ans en sont un symptôme évident. Mais pensons aussi à cette cabale contre le vérificateur général. Aux intrusions politiques dans les organismes paramunicipaux. Ou encore aux liens qui se sont tissés entre la Ville, l'exécutif, le privé et le financement d'Union Montréal.

La Ville connaissait certes des problèmes avant le tournant des années 2000, mais la saga des fusions-défusions additionnée aux énormes dégâts faits par l'administration Tremblay a déstabilisé l'appareil comme aucune autre n'avait pu le faire avant elle.

Ce n'est pas sorcier, l'absence totale de leadership au plus haut palier de l'hôtel de ville a ouvert la porte à tous les abus. Sur le plan politique, les membres de l'entourage de l'ex-maire ont pu tirer un profit personnel de leur fonction et de leurs pouvoirs, tandis que sur le plan administratif, lieutenants et de hauts fonctionnaires ont pu agir à leur guise, sans encadrement, multipliant les gestes improvisés et malavisés.

L'ancien directeur général Louis Roquet a ainsi transmis un rapport confidentiel à la firme

TELUS. Le contrôleur général Pierre Reid a espionné le président du conseil municipal, a piraté des centaines de courriels du vérificateur général, a installé une caméra cachée devant ses bureaux. Et Guy Hébert, nommé par l'administration Tremblay, s'est permis de passer outre le maire et le conseil municipal en exigeant de Québec la tête du chef de police.

Le maire n'étant jamais au courant de rien, une situation qui n'a manifestement pas changé, tous ont compris qu'ils pouvaient faire ce que bon leur semble. Sans même craindre de perdre l'appui du maire, comme l'ont constaté MM. Reid et Roquet. Et comme l'a noté à son tour M. Hébert, qui a eu droit au soutien de M. Applebaum, avant que le gouvernement ne le contredise publiquement, sans autre vérification.

Les années de pouvoir d'Union Montréal ont vicié l'organisation de l'administration municipale.

Il est maintenant clair que les psychodrames en série ne prendront fin qu'avec l'élection d'un leader fort à l'extérieur des rangs actuels et passés d'Union Montréal, ce que seul le maintien d'élections en novembre prochain permettrait en favorisant les candidatures extérieures.

Et il est tout aussi clair que ce changement de garde doit s'étendre à la haute fonction publique, grâce à des apports de l'extérieur de «la machine». La nomination de Jean-Yves Hinse, aussi intègre soit-il, n'a en ce sens rien d'encourageant.

Le besoin de sang neuf est manifeste en politique, ici et ailleurs. Mais nulle part n'est-il aussi évident qu'à Montréal, où les relents de l'ancien régime tardent à se dissiper.

Victimes de leur succès



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

Après presque une décennie d'efforts pour améliorer l'accès à certaines interventions médicales, les provinces frappent un mur. Malgré une hausse importante du volume d'activité, le pourcentage de malades soignés à temps stagne ou, même, recule. L'augmentation de la demande nuit à la réduction des temps d'attente.

D'abord la bonne nouvelle. Les interventions identifiées comme prioritaires en 2004 se pratiquent de plus en plus, montrent les données publiées hier par l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS).

Le nombre d'arthroplasties du genou et de la hanche a augmenté de 15% au Canada depuis trois ans (2010 à 2012). Il s'est fait 6% plus d'opérations de la cataracte et 15% plus de traitements de radiothérapie. Les Canadiens ayant besoin de telles interventions sont donc plus nombreux à les recevoir.

La moins bonne nouvelle? Ces soins identifiés comme prioritaires sont victimes de leur succès. Malgré la hausse importante du nombre d'interventions, la proportion des malades qui ont pu commencer leur radiothérapie ou être débarrassés de leurs cataractes dans les délais requis a progressé d'à peine 1% depuis trois ans. Pour les opérations au genou et de la hanche, elle a reculé de 4%. «Les données indiquent que la demande pour des interventions telles que les remplacements articulaires augmente plus

vite que la capacité du système de santé à y répondre», souligne l'ICIS.

Et cette capacité n'est pas infinie. L'augmentation de ces remplacements articulaires a coûté, à elle seule, plus de 100 millions de dollars supplémentaires aux contribuables canadiens depuis trois ans. Combien faudrait-il dépenser de plus pour que l'ensemble des cas soient réglés à temps?

La barre n'est pourtant pas si haut placée: l'objectif est de traiter 90% (et non la totalité) des patients dans les délais prévus. Hélas, il n'a été atteint que dans un seul domaine partout au pays: la radiothérapie.

Il faut dire que les provinces portaient de loin. C'est la première fois que l'ICIS peut établir des tendances nationales sur trois ans en chirurgie de la hanche, du genou et de la cataracte, ainsi qu'en radiothérapie. Dans d'autres domaines, pourtant identifiés comme prioritaires il y a neuf ans, on n'a même pas encore toutes les données pour établir des comparaisons. C'est notamment le cas de la cardiologie, où les provinces ne calculent pas l'attente de la même façon, et de l'imagerie médicale, où l'on est encore moins avancé.

Le prochain repère national portera sur les chirurgies du cancer, mais il faudrait suivre toutes les opérations pour éviter qu'une poignée d'interventions ne drainent les ressources au détriment de toutes les autres. Car pour le patient, l'opération prioritaire, c'est celle dont il a besoin.

Au lieu de dépenser des fortunes pour générer des gains minimes dans des secteurs où l'on a déjà fait beaucoup de progrès, mieux vaudrait investir pour réduire l'attente dans d'autres activités jusqu'ici négligées.



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS



ENTREVUE ÉDITORIALE

Réconcilier
 l'environnement et
 l'économie

Une entrevue avec
 la présidente de Gaz Métro,
 Sophie Brochu

> DÉBAT DU JOUR/La Ville de Montréal est-elle ingérable?

DEBATS@LAPRESSE.CA/COMMISSION CHARBONNEAU

Une prolongation nécessaire?

Une mince consolation

Je suis tout à fait d'accord avec la prolongation de 18 mois du mandat de la commission Charbonneau, ne serait-ce qu'afin que le plus grand nombre possible de personnes compromises paraden publiquement devant la commission pour témoigner et rendre compte de leurs actes devant nous, pauvres contribuables. Bien que ce soit une bien mince consolation, je crains que, pour la majorité d'entre eux, ce soit la seule punition. Peut-être cela contribuera-t-il à réduire quelque peu la superbe que ces «gens très bien» ont l'habitude d'afficher.

Pierre Cliche, Boucherville

Inutile

Je ne suis pas d'accord pour une prolongation de 18 mois et tous les coûts qui en découleront. Je pense que six mois auraient suffi. Je ne vois pas ce que cela va donner de plus, sinon remuer encore de la broue, alors que les vrais coupables demeureront impunis parce qu'ils auront témoigné à cette commission. Une partie de la population qui suit cette commission sont des conditionnels de ce spectacle et pour rien au monde, ils ne voudraient manquer un seul épisode de ce téléroman, comme si cela leur donnait une raison d'exister et de s'apitoyer, car ils se sont toujours considérés comme des pauvres victimes du système.

Doris Bernard

Jusqu'au bout

On n'est tout de même pas pour arrêter le processus, alors qu'on apprend les choses qu'on



PHOTO LA PRESSE
 France Charbonneau

voulait savoir depuis longtemps. Si on veut savoir ce qui s'est passé, rendons-nous donc jusqu'au bout du processus, sinon qu'on arrête tout immédiatement, parce que l'exercice actuel deviendrait nul.

Serge Leblanc, Anjou

Insuffisant

J'approuve la prolongation, mais c'est une période minimum de 24 mois qui aurait été nécessaire, afin de monter jusqu'au bureau des politiciens provinciaux, car c'est à cet endroit qu'il y a les gros poissons!

Mike Murphy

Trop cher

Je ne suis pas d'accord avec tout l'argent investi dans cet exercice.

Rachel Brûlé

Au fond des choses

Si l'inverse s'était produit, j'aurais été très déçu. Nous devons aller au fond des choses, afin que les citoyens reprennent confiance en nos élus et en notre démocratie.

Présentement, ce n'est la joie, mais nous devons traverser cette étape.

René Tremblay

Allégorie de la caverne

L'heure est venue de remettre de l'ordre dans nos finances. Le débat sur la prolongation de la commission Charbonneau n'a pas lieu d'être. On prouve, jour après jour, un système dont on connaissait l'existence. L'allégorie de la caverne de Platon me semble appropriée ici. Nous étions dans la noirceur, gavés de mensonges et de fausses réalités. Il est maintenant plus que temps que l'on retourne au soleil. Oui, ça fait mal aux yeux et à l'économie pour le moment, mais il s'agit d'un exercice indispensable, si notre objectif est la transparence. Les économies réalisées à la fin de cette commission seront récompensées par une confiance accrue des Québécois dans la gestion des fonds publics. Que ceux qui veulent couper court à la commission Charbonneau se rappellent que c'est la tortue qui gagne la course en fin de compte.

Jean-Michel Pichette

Pénible

Je ne vois que le résumé qu'on en fait à RDI en soirée. Parfois je n'ai même pas la patience d'écouter ces gens, leur diction et même leur témoignage en général nous renseigne à peine. C'est laborieux et rien n'est vraiment dit. On ne répond pas aux questions de la juge. Je la trouve très patiente. Toutefois, si elle veut continuer, elle doit avoir ses raisons et je lui souhaite bonne chance.

Berthe Fortier

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Pourquoi entretenir une relation machiste avec l'hiver, où l'homme doit maintenir ses activités sous peine de perdre la face? Il y a bien pourtant sur l'agenda scolaire des enfants, en plus des trois semaines de relâche statutaire, quelques jours flottants pour les tempêtes, non? Quel est le mal à annuler des réunions pour cause de mauvais temps? Pourquoi ne pas avoir des plans de contingence régionale, où seuls les services essentiels sont disponibles pour ces quelques journées recouvertes de blanc?

— Martin Champagne, Dollard-des-Ormeaux

Le couperet politique de M. Flaherty



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Ce que l'on regardera probablement avec le plus d'attention quand le ministre des Finances, Jim Flaherty, déposera son budget demain après-midi, c'est comment, et surtout quand le gouvernement conservateur arrivera au déficit zéro. En 2015, comme le ministre l'avait prévu dans son dernier budget? Ou en 2016, comme il l'avait laissé entendre dans sa mise à jour économique et financière d'octobre dernier?

Il ne s'agit pas un débat abstrait, d'un exercice de spéculation oiseuse sur des chiffres et des dates. Plus l'élimination du déficit sera rapide, plus elle reposera sur les compressions de dépenses, qui font mal. Plus elle est graduelle, plus elle pourra compter sur la contribution indolore de la croissance économique.

Il ne s'agit pas non plus vraiment d'un débat financier reposant sur de savantes réflexions économiques. Au stade où nous en sommes au Canada, avec des finances publiques relativement saines et une économie assez dynamique, la façon dont on viendra à bout du déficit est devenue un enjeu essentiellement politique où s'affrontent des valeurs, des idéologies et des calculs électoraux.

Pour mettre les choses en contexte, rappelons que les conservateurs de Stephen Harper, partisans de la rigueur financière et d'un État allégé, ont marché sur leurs principes pour adopter des politiques de relance de type keynésien quand la crise a frappé en 2009. C'est à reculons qu'ils se sont résignés à laisser exploser le déficit à 53,8 milliards en 2009-2010 – parlons de 2009 pour simplifier la lecture – et à 49,2 milliards en 2010.

M. Flaherty s'est attaqué à la résorption du déficit en 2011 avec un plan de redressement pour le ramener à zéro sur une période de cinq ans, soit en 2015. Mais on note que les échéances ont varié dans le temps, en raison de l'instabilité économique, ce qui étonne néanmoins de la part d'un gouvernement pour qui le moment précis du retour à l'équilibre comporte une importante charge symbolique.

Les conservateurs veulent en finir avec la lutte au déficit avant les élections.

Dans son budget de 2009, le ministre le voyait en 2013. Ça passait à 2015 dans le budget de 2010. En 2011, le ministre reculait à toutes fins pratiques l'échéance d'un an, à 2014, avec un déficit prévu très proche de zéro, de 0,3 milliard. Dans son budget de 2012, il revenait à la cible de 2015, pour la repousser d'un an, à 2016, dans sa mise à jour économique d'octobre dernier, parce que le ralentissement avait fait fondre ses revenus.

Le malaise de M. Flaherty était toutefois évident. Tellement que même si les tableaux de sa mise à jour indiquaient noir sur blanc qu'il reportait l'objectif du déficit zéro d'un an, il a pris soin de ne pas le dire clairement. Le premier ministre Harper a d'ailleurs rapidement corrigé le tir pour exclure le report du déficit zéro. Ce rappel à l'ordre du chef et les pressions des éléments les plus rigoristes de son parti ont ramené M. Flaherty sur le droit chemin.

Cette démarche est assez idéologique parce que, malgré le déficit de 26 milliards pour l'année qui s'achève, la situation financière canadienne est bonne, exemplaire même, quand on la compare aux autres. Le Canada ne subit aucune pression des marchés pour se précipiter.

Par contre, l'idée voulant qu'il faille plutôt ralentir la lutte au déficit et stimuler l'économie, comme le souhaite le NDP, comporte aussi sa part de dogmatisme. Un pays qui a créé 336 000 emplois en 12 mois n'a pas à être en mode panique.

À cela s'ajoutent des considérations plus électorales. Les conservateurs veulent en finir avec la lutte contre le déficit avant les élections, prévues pour 2015. Pour soigner leur image de rigueur auprès de leur clientèle traditionnelle, mais aussi pour ne pas multiplier les mesures d'austérité déplaissantes au moment d'aller aux urnes.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Le nouveau chef du PLQ devra aller sur le terrain et dans les régions, mais il faudra surtout que le parti soit disposé à analyser les raisons de sa défaite, alors que plusieurs s'entêtent à n'y voir qu'un accident de parcours.

Les trois défis du PLQ



CLAUDETTE CARBONNEAU
Ex-présidente de la CSN, l'auteure collabore régulièrement à nos pages Débats.

Sans grande surprise, Philippe Couillard vient d'être élu chef du Parti libéral du Québec au terme d'une course au leadership qui n'a pas soulevé les passions, ni auprès de l'électorat québécois, ni même au sein du parti.

Néanmoins, il s'agit d'une victoire nette et sans équivoque, qui s'explique en bonne partie parce que les sondages le désignaient comme celui qui avait les meilleures chances de ramener le PLQ au pouvoir.

Sans minimiser les difficultés bien réelles qu'il rencontrera dans ses efforts pour unifier le parti et le remobiliser, trois autres défis s'imposent si le PLQ veut retrouver la place qu'il a eue dans l'histoire politique du Québec.

Au premier chef, le PLQ devra reconquérir une part significative de l'électorat francophone où il ne comptait qu'un maigre 20% d'appui lors de la dernière élection. C'est une chose d'accéder au pouvoir avec le tiers des votes exprimés, compte tenu de la multiplication des partis et de la fragmentation de l'électorat, c'en est une autre que de pouvoir se présenter comme un parti représentatif, avec une base électorale aussi étroite parmi la communauté majoritaire. Pour ce faire, il faudra aller sur le terrain et dans les régions, mais il faudra surtout

que le parti soit disposé à analyser les raisons de sa défaite, alors que plusieurs s'entêtent à n'y voir qu'un accident de parcours.

Deuxième défi: le PLQ devra convaincre la population qu'il accorde une réelle priorité à l'intégrité. Le travail de reconstruction du parti s'inscrit dans une conjoncture donnée. Or, les Québécois sont actuellement secoués par des haut-le-cœur provoqués par la corruption et la collusion que la commission Charbonneau continue et continuera de mettre à jour.

Philippe Couillard ne pourra pas se contenter d'affirmer que le PLQ devra être irréprochable sur la question de l'éthique.

Dans ce dossier, le PLQ porte l'odieux d'avoir tardé à mettre en place la commission tant réclamée. En outre, les témoignages entendus à ce jour continuent d'incriminer des libéraux notoires œuvrant au municipal.

Certes, le nouveau chef ne peut pas réécrire l'histoire. Il devra cependant être plus clair quant à certaines questions concernant son passé. Philippe Couillard a la fâcheuse manie d'être un peu court dans ses explications concernant, entre autres, ses liens avec Arthur Porter. Si le crime par association n'a pas sa place, le public est quand même justifié de connaître la nature exacte des

liens unissant les deux hommes. En politique, il y a des questionnements qu'on ne peut pas esquiver. Comme par exemple le choix qu'il avait fait d'aller pratiquer la médecine en Arabie saoudite. Rien de répréhensible, bien sûr... juste un peu d'éclairage sur les valeurs qui animent nos politiciens.

Philippe Couillard ne pourra pas se contenter d'affirmer que le PLQ devra être irréprochable sur la question de l'éthique. Ses comportements ont été mis en cause alors qu'encore en poste comme ministre, il négociait son passage au privé. Rappelons simplement qu'à l'époque, le règlement qu'il avait concocté pour donner suite au jugement Chaoulli, ouvrait toutes grandes les portes au privé. Son successeur a dû d'ailleurs le revoir de fond en comble.

Dernier défi: le renouvellement des idées. Hors de sa zone de confort, le nouveau chef devra aller au-delà des principes et nous dire de quelle économie il parle; en quoi prend-elle en compte l'environnement; quel rôle voit-il pour l'État dans le développement économique. Sur le terrain constitutionnel et sur celui de l'identité, l'heure du quoi et du comment devra sonner. Enfin, comme porte-étendard du fédéralisme, il devra nous dire comment il conçoit la place du Québec au sein du Canada.

S'il veut nous convaincre que le PLQ est vraiment de retour, il devra dégager une vision du Québec de demain et annoncer une ligne d'action, lesquelles ont fait cruellement défaut lors de la campagne à la direction.

Le courtage immobilier a évolué

PATRICK JUANÉDA

Président de la Chambre immobilière du Grand Montréal, l'auteur réagit à l'opinion intitulée *Stratégies révolues*, qui a été publiée le 9 mars.

Dans le courtage immobilier, une adaptation rapide s'impose, écrivait, le 9 mars, un jeune investisseur dans les pages Débats de *La Presse*. Sa perception témoigne d'une méconnaissance de la nouvelle réalité quotidienne des courtiers immobiliers, qui ont depuis longtemps dépassé le rôle de simples intermédiaires pour devenir les experts d'un domaine de plus en plus complexe, compte tenu de la grande diversité des lois, des règlements et des enjeux (milieux humides, pyrrhotite, sols instables, etc.) qui touchent aujourd'hui le domaine de l'immobilier.

On est bien loin du vendeur verbomoteur qui met de la pression pour empêcher une commission le plus rapidement possible. Ce type de courtiers ne correspond aucunement à la réalité. Les courtiers d'aujourd'hui travaillent avec des outils technologiques performants et modernes. Ils adaptent continuellement leur prestation de services aux conditions de marché, si bien que le consommateur a accès à une panoplie de services et à une tarification en lien avec les services attendus.

Pour la majorité des gens, l'achat d'une maison demeure la transaction la plus importante de leur vie. Au bout de plusieurs années, cette propriété devient souvent leur principal actif. Ainsi, lors de la vente, la préoccupation centrale

est que la transaction se fasse au juste prix, car personne n'aime se faire flouer, surtout quand quelques centaines de milliers de dollars sont en jeu.

Les courtiers immobiliers participent annuellement à un grand nombre de transactions, mettant leur expertise au bénéfice des clients et aidant ceux-ci à conclure des achats ou des ventes de propriété à leur satisfaction. Un site internet ne pourra jamais procurer autant de tranquillité d'esprit à un consommateur.

On est bien loin du vendeur verbomoteur qui met de la pression pour empêcher une commission le plus rapidement possible. Les courtiers d'aujourd'hui travaillent avec des outils technologiques performants et modernes.

Le réseau de courtiers augmente la visibilité des propriétés à vendre, notamment grâce à de nombreux sites internet permettant de visiter les propriétés en ligne, et stimule l'achalandage dans le marché immobilier. Ce réseau fait en sorte que ce n'est pas une seule personne qui travaille pour un acheteur ou un vendeur, mais bien un groupe de

14 000 courtiers, qui ont accès à une base de données regroupant plus de 90 000 propriétés à vendre au Québec.

C'est le rôle du courtier de distinguer pour le vendeur les acheteurs sérieux des fouineurs et de présenter aux acquéreurs des propriétés qui répondent véritablement à leurs besoins. Son analyse des transactions comparables et sa connaissance poussée des données de marché aident grandement les consommateurs à s'assurer qu'ils vendront ou achèteront une propriété au juste prix.

En outre, le courtier est le seul professionnel qui maîtrise parfaitement toutes les étapes liées à une transaction immobilière, assurant une protection additionnelle à l'acheteur ou au vendeur. Il connaît tous les formulaires liés à une transaction immobilière et il prend en main l'ensemble du processus lié aux visites des propriétés en plus de proposer à son client une mise en marché optimale. De plus, les courtiers sont adéquatement formés, ils possèdent un permis et ils œuvrent dans un cadre structuré et réglementé.

C'est pourquoi la très grande majorité des transactions immobilières se font encore et toujours par l'entremise de courtiers, car leur expertise est unique, protégeant autant l'acheteur que le vendeur, tout en minimisant les soucis et le stress pour les consommateurs, sans compter l'économie de temps. Dans un domaine aussi complexe, le courtier immobilier s'impose comme le véritable expert.

DÉBATS



PHOTO RAMZI HAIDAR, AGENCE FRANCE-PRESSE

Quelques heures après l'entrée des forces américaines à Bagdad, un marine avait couvert la figure d'une statue de Saddam Hussein.

Les leçons de l'Irak

Le triste 10^e anniversaire de son invasion par les troupes américaines nous rappelle l'erreur de l'administration Bush

CHARLES-PHILIPPE DAVID, KARINE PRÉMONT ET JULIEN TOURREILLE

Les auteurs sont respectivement titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal, professeure au Collège André-Grasset et chercheuse associée à l'Observatoire sur les États-Unis, et directeur adjoint de cet observatoire. Ils ont publié ensemble « *L'erreur. L'échec américain en Irak cinq ans plus tard* », paru chez Septentrion en 2008.

À maints égards, le triste anniversaire de l'invasion de l'Irak, il y a 10 ans ce 20 mars, rappelle toujours l'erreur dont on espère que les dirigeants américains auront tiré des leçons.

Apparemment, cela semble être le cas avec les décisions du président Barack Obama de se désengager d'Irak, puis d'Afghanistan, ainsi que sa réticence évidente à devoir envisager l'usage de la force contre l'Iran.

Dix ans plus tard, que nous enseigne le renversement de Saddam Hussein, puis l'occupation de l'Irak par les troupes américaines jusqu'en 2011? À notre avis, neuf leçons sont à retenir.

1 N'envahissez jamais un pays pour des raisons idéologiques!

Si seulement l'équipe Bush avait écouté les réalistes, elle aurait évité de commettre une erreur stratégique. Saddam Hussein n'était ni l'allié d'Al-Qaïda ni le responsable du 11 septembre, il était même l'allié des Américains contre le groupe terroriste et, en outre, contre l'Iran.

Dans les deux cas, l'invasion a desservi la cause des Américains: ceux-ci n'ont pu concentrer que (trop) tardivement leurs efforts en Afghanistan et, en Irak, c'est aujourd'hui l'Iran – non les États-Unis – qui exerce le plus d'influence. Le rêve fou des néo-conservateurs, ces idéologues de l'invasion qui ont entouré Bush, de vouloir « frapper un grand coup » en exportant au bout du fusil la démocratie, s'est buté à de dures réalités.

2 Écoutez vos agents aguerris du renseignement, pas seulement vos conseillers!

C'est là la plus grande révélation durant la dernière décennie. Toutes les informations, toutes les analyses, étaient disponibles pour savoir et anticiper les difficultés qu'allaient rencontrer les forces américaines dans leur tentative (au départ avortée) de maintenir l'ordre et de procéder à une transition pacifique en Irak. Qui plus est, aucune agence de renseignement américain n'a clairement avalisé le motif principal de l'invasion, soit la présence présumée des armes de destruction massive – une invention politique mais non documentée par les rapports fournis aux décideurs et aujourd'hui accessibles au grand public.

3 Soyez prêt aux conséquences d'une invasion, car si celle-ci est déjà ardue, les suites le sont plus encore!

La plus grave erreur de la décision d'il y a 10 ans est d'avoir totalement négligé l'après-invasion. Là où les Américains ont pris deux ans pour planifier les suites de la chute du régime nazi après la Seconde Guerre mondiale, ils n'ont pris que deux mois pour penser l'après-Husseïn. Cette négligence a ainsi coûté la vie à 4488 soldats américains et à plus de 100 000 civils irakiens. Tandis que le renversement du régime de Saddam Hussein n'a pris que trois semaines, l'occupation sera désastreuse, mal conçue, mal dirigée et incohérente – le fait d'erreurs accumulées et quasi

irrémediables – et durera huit ans et neuf mois sans parvenir à réaliser la « mission accomplie » proclamée par Bush en mai 2003.

4 Comprenez bien la nature du conflit!

Le renversement rapide du régime de Saddam Hussein a sans nul doute prouvé l'efficacité de l'armée américaine. Or, dès l'été 2003, le vide politique et deux décisions fustigées prises par le « proconsul » américain en Irak, Paul Bremer – la dissolution de l'armée irakienne et l'interdiction faite à tous les membres du parti Baas d'occuper quelque poste que ce soit dans la nouvelle bureaucratie irakienne –, ont contribué au développement rapide d'une insurrection. Rejetant farouchement ce type de conflit depuis les déboires au Vietnam, l'institution militaire américaine n'a pas été capable de s'y adapter avant janvier 2007 quand la stratégie finira par être révisée.

5 La victoire doit clairement profiter à la population visée par l'invasion!

Certes, l'Irak est aujourd'hui un pays politiquement pluraliste, moins menaçant pour ses voisins, et dont la production de pétrole a augmenté. Toutefois, la sécurité demeure précaire, comme l'illustrent les attentats qui y ont encore régulièrement lieu. Des millions d'Irakiens sont des réfugiés ou des déplacés internes. Les questions cruciales de répartition des compétences et des pouvoirs entre le gouvernement central et les provinces (en particulier kurdes) ne sont pas encore réglées.

6 Gare au « syndrome irakien »!

Barack Obama s'est opposé à la guerre en Irak dès 2002, la considérant une distraction par rapport

à l'Afghanistan. Or, depuis 2009, son administration s'échine justement à éviter un nouveau borborygme en Asie centrale. Les hésitations vis-à-vis de la Libye ou de la Syrie et la préférence pour une « empreinte légère » et un leadership « en retrait » le démontrent. Or, le développement d'un « syndrome irakien » semblable au traumatisme de l'après-Vietnam n'est pas sans risque pour la défense des intérêts américains. Il peut par exemple provoquer une frilosité extrême dans l'emploi de la force – le cas de la Syrie – mais une tendance à vouloir fuir les regards de l'opinion publique avec le recours fréquent aux drones armés – dans le cas des régions tribales du Pakistan.

7 Écoutez tout le monde!

Le patriotisme exacerbé par le 11-Septembre et par l'intégration des journalistes dans l'armée lors de la guerre en Irak ont empêché non seulement une couverture médiatique objective et rigoureuse des événements, mais ont également muselé les critiques. Aucun débat sérieux n'a eu lieu dans les médias, qui se sont contentés de jouer les meneuses de claques depuis les préparatifs de la guerre jusqu'à la bataille de Falloujah (2004), ni dans les universités, où les dissidents ont rapidement été marginalisés, ni même au Congrès, où les membres des deux partis se sont soumis (à peu d'exceptions près) aux désirs de l'administration Bush.

8 Méfiez-vous des analogies historiques trop simplistes!

La comparaison, très inadéquate, entre l'Irak et

l'Allemagne de l'après-guerre ont mené les dirigeants américains à commettre des erreurs monumentales dans la conduite des opérations: n'ayant pas compris pourquoi les Irakiens n'accueillaient pas les soldats américains en héros, ils n'étaient pas préparés à mener une longue guerre d'usure une fois Hussein écarté du pouvoir. De la même façon, comparer la chute de la statue de Saddam Hussein à la chute du mur de Berlin démontre une incompréhension abyssale de l'Histoire, et plus particulièrement de la réalité irakienne.

9 Ne croyez pas les gens qui vous promettent une guerre peu coûteuse!

On estime que la guerre en Irak a coûté entre 1000 et 3000 milliards de dollars, alors que l'administration Bush prévoyait en dépenser 60 milliards. Le taux de chômage chez les vétérans des guerres d'Afghanistan et d'Irak est plus élevé que la moyenne de près de 5%. Et si les problèmes économiques actuels des États-Unis ont d'autres causes que la guerre d'Irak, les coûts de celle-ci, ajoutés aux coupes budgétaires de Bush en 2003, ont certainement réduit la marge de manœuvre de la Maison-Blanche.

L'aventure américaine en Irak, tout comme celle du Vietnam d'ailleurs, démontre les dangers d'une intervention mal préparée dans une région dont on ne connaît pas grand-chose, surtout lorsque les dirigeants sont persuadés d'agir pour le « bien ». Espérons, bien qu'il soit permis d'en douter, qu'ils tirent des leçons de ces échecs.

LE BLOGUE DE L'ÉDITO
www.lapresse.ca/edito

Le grand échec
par Mario Roy



ANTICOSTI Québec exigera des permis de forage

PAUL JOURNET
ET CHARLES CÔTÉ

Les forages pétroliers à Anticosti devront être autorisés au même titre que les puits de gaz de schiste, indique le gouvernement du Québec, qui réaffirme du même coup son intérêt pour la ressource pétrolière.

Le gouvernement a dû réagir, hier, au dépôt d'une requête en jugement déclaratoire par le Centre québécois en droit de l'environnement (CQDE).

« On demande à la Cour supérieure de confirmer le plus rapidement possible que les travaux de forage et de fracturation sont assujettis à une demande de permis », a affirmé hier matin, en conférence de presse, M^e Michel Bélanger, vice-président du CQDE.

M^e Bélanger estime que le gouvernement avait jusqu'ici laissé planer un flou sur l'application aux projets de forage à Anticosti des règles adoptées en juin 2011 dans la foulée de la controverse sur le gaz de schiste.

Le CQDE rappelle que Junex et Pétrolia ont annoncé publiquement, au cours des derniers mois, qu'ils prévoyaient de faire des forages à Anticosti cet été, y compris par fracturation.

Hier, la ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, a reconnu qu'il est nécessaire de demander des permis. « Lorsqu'il y a des forages, il y a des permis qui sont exigés par le ministère des Ressources naturelles (MRN). Et lorsqu'il y a de la fracturation, il y a un permis de complétion qui est exigé de

**Selon le ministre
de l'Environnement,
les forages seront soumis
à un encadrement
« rigoureux et serré ».**

la part du MRN, et un certificat d'autorisation qui est exigé par le ministère de l'Environnement. » Elle assure que cette exigence sera respectée.

La démarche judiciaire du CQDE n'empêchera pas l'exploration pétrolière à Anticosti, prévient de son côté le ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet. « Notre gouvernement a clairement dit qu'il voulait aller de l'avant avec l'exploration. Cette démarche, qui veut empêcher cela, n'aura pas beaucoup de succès. »

Pour mieux connaître les gisements de l'île, il est nécessaire de faire ces forages, explique le ministre. Mais il insiste sur le fait que ces forages bénéficieront d'un encadrement « rigoureux et serré ».

Junex n'a pas voulu répondre à nos questions. Le patron de Pétrolia, André Proulx, accuse quant à lui le CQDE de lui faire « un procès d'intention ». « On va faire les demandes et on va respecter la réglementation et on va faire les demandes en temps et lieu, dans les délais nécessaires. Je ne pense pas qu'on commence les forages cet été. On n'a pas encore fait le choix des emplacements de forage. Je pense que c'est plus réaliste de parler de l'automne. »

Outre ces deux entreprises, la procédure vise le ministre Blanchet. « Les textes sont très clairs, mais on ne sent pas la volonté politique de les appliquer », affirme M^e Bélanger.

M. Blanchet assure qu'il fera respecter les lois et règlements.

Le CQDE allègue par ailleurs que des forages ont été faits à Anticosti sans que des permis « n'aient été demandés ni octroyés ». « Ça sort d'un chapeau pour moi », répond M. Blanchet. Il a donc déjà demandé à son cabinet de lui fournir toute l'information au sujet des forages à Anticosti, pour s'assurer que les règles ont été et continueront d'être appliquées.

Le CQDE affirme ne « pas prendre position » par rapport à la filière pétrolière. Mais si on exploite l'or noir, cela devra se faire « dans le respect des citoyens », souligne M^e Bélanger. « Malheureusement, on est en train de répéter les erreurs du dossier du gaz de schiste. On s'en va dans un mur. »

Greenpeace s'excuse à Résolu

CHARLES CÔTÉ

Coup de théâtre dans la lutte pour la forêt boréale: l'organisme Greenpeace se rétracte et s'excuse pour sa sortie contre Produits forestiers Résolu, en décembre dernier.

Greenpeace avait alors affirmé que Résolu avait violé l'Entente sur la forêt boréale canadienne (EFBC) en traçant de nouveaux chemins forestiers dans des « zones de coupe sous moratoire », dans la région des Montagnes blanches, au Québec.

L'organisation avait également affirmé que « Résolu était secrètement engagée dans des pratiques forestières contraires aux termes de l'EFBC ».

Greenpeace s'appuyait entre autres sur des photos géoréférencées montrant des chemins forestiers.

Greenpeace avait alors menacé de quitter l'EFBC et de relancer sa campagne de boycottage des produits forestiers issus de la forêt boréale, suspendue depuis mai 2010, à la signature de l'EFBC.

Hier, par communiqué, Greenpeace a affirmé avoir « appris que les déclarations mentionnées ci-dessus sont incorrectes et a supprimé toute référence à celles-ci dans ses communications ».

« Greenpeace regrette sincèrement son erreur, ajoute le communiqué. Depuis 40 ans, les campagnes de Greenpeace



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

L'organisme Greenpeace a avoué, hier, avoir erré en accusant en décembre dernier l'entreprise Résolu, de Kénogami, d'être « secrètement engagée dans des pratiques forestières contraires aux termes de l'Entente sur la forêt boréale canadienne ».

s'appuient sur les meilleures données scientifiques disponibles. Elle prend cette erreur très au sérieux. »

« C'est une erreur de carte, précise en entrevue Catherine Vézina, de Greenpeace. On s'est fiés à des cartes distribuées lors de rencontres régionales de l'EFBC. »

« Les informations de latitude et de longitude de nos photos sont bonnes. Les routes dans les photos sont

bien gérées par Résolu dans l'habitat du caribou forestier. Cela dit, ce ne sont pas des routes qui sont en violation de l'EFBC. On croyait que oui, parce qu'on avait utilisé une carte qui n'était pas adéquate et qui nous avait menés à croire que c'était le cas, mais ce n'était pas le cas. »

Greenpeace retire toutes les allusions à cette affaire de son site web et met fin à une pétition en ligne à ce sujet.

Résolu affirme dans un courriel à *La Presse* qu'il était « important et nécessaire de veiller à ce que ces fausses déclarations soient corrigées ».

« Cette prise de position [de Greenpeace] confirme que Résolu satisfait à toutes les obligations environnementales, sociales et contractuelles contenues dans l'EFBC comme nous le déclarons depuis que la campagne a commencé », affirme l'entreprise.

**TRAITEMENT
DE CHIMIO
LE MATIN.
TRAITEMENT
AUX P'TITS
OIGNONS
L'APRÈS-MIDI.**

Quand on a le cancer, on a besoin de soutien au quotidien. Avec ses services d'hébergement, d'information et d'accompagnement comme la massothérapie, la kinésiologie et l'art-thérapie, c'est ce que la Fondation québécoise du cancer offre dans ses cinq Centres régionaux et Hôtelleries.

Donnez à cancerquebec.com ou au 1 877 336-4443.

Fondation
québécoise
du cancer
Du soutien au quotidien

C'est la saison des impôts. Évadez-vous du chômage.

Les 4 plus importants cabinets comptables canadiens recrutent sur notre site.

Quand il est question de savoir où trouver les meilleurs emplois en comptabilité, nos résultats sont convaincants. En vous inscrivant à nos alertes-emploi, vous êtes avisé par courriel dès que le poste que vous cherchez est offert. Le bilan? Vous occuperez l'emploi idéal avant même d'avoir compté jusqu'à trois.

workopolis.com

